

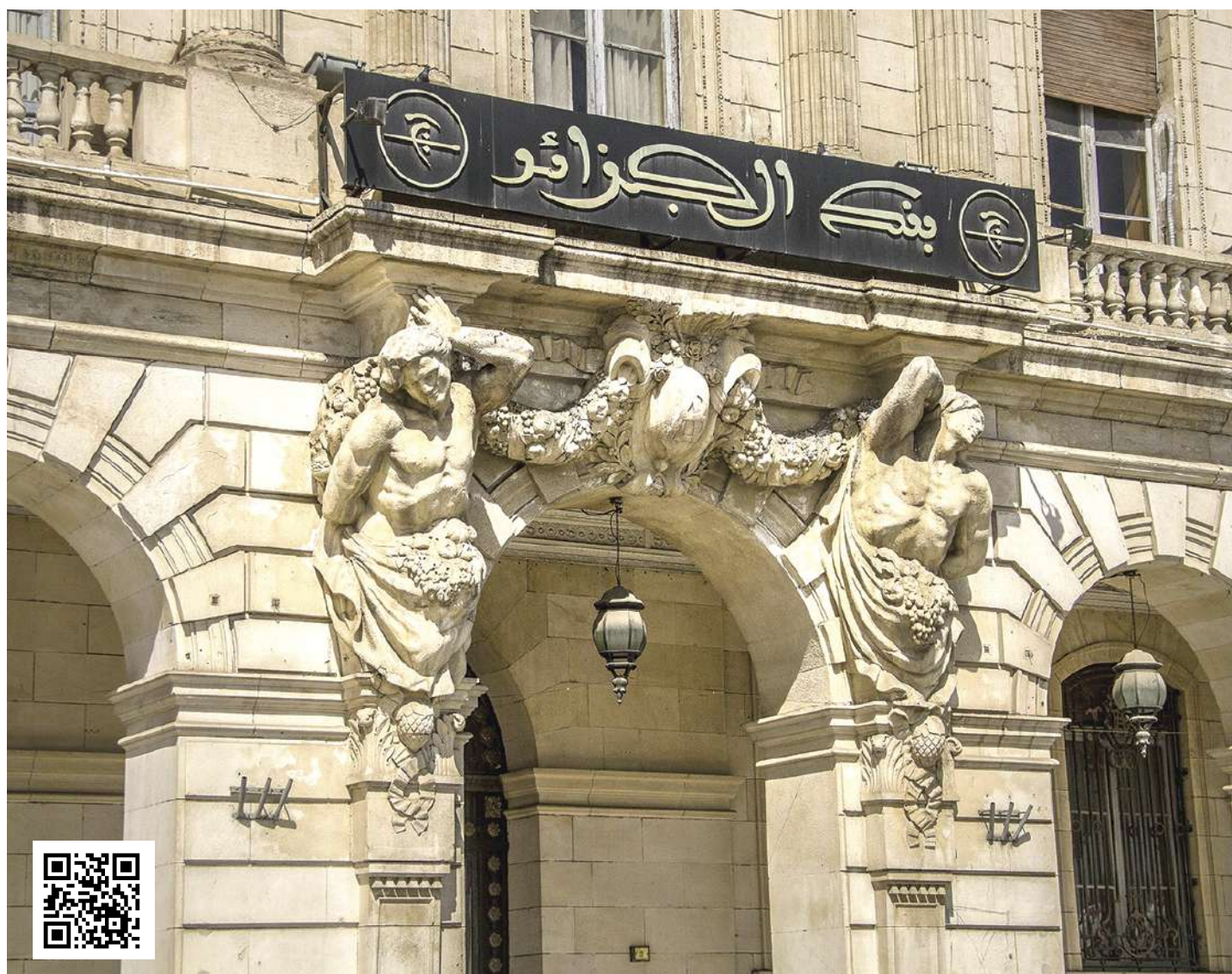
CÉRÉALES/RÉALISATION DE
SILOS DE STOCKAGE
**Déclassement
de terres agricoles
au niveau de 18
wilayas**

P 2

N'EXCÉDANT PAS LES 3,186 MILLIARDS DE DOLLARS À FIN 2023

La dette extérieure de l'Algérie inférieure à 1% du PIB

Grâce aux mesures prises par le gouvernement durant ces quatre dernières années, notamment avec la maîtrise des importations, l'encours de la dette extérieure globale de l'Algérie s'est relativement stabilisé passant de 3,036 milliards de dollars à fin 2022 à 3,186 milliards de dollars à fin 2023. C'est ce que la Banque d'Algérie (BA) a indiqué dans son rapport annuel, sur l'évolution économique et monétaire de 2023. P 3



PRIX DU CAFÉ

**Les importateurs bientôt
compensés pour réguler
les prix**



Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni a annoncé jeudi à Alger que l'Etat procédera bientôt à la compensation des importateurs de café pour la différence entre les prix actuels sur le marché mondial et ceux pratiqués habituellement, dans le but de réguler les prix de ce produit de large consommation en Algérie.

P 2

INDICE DES PRIX À LA
PRODUCTION INDUSTRIELLE
DU SECTEUR PUBLIC

**Une augmentation
modeste de 0,1% en 2023**

En 2023, l'évolution des prix à la production industrielle (IPPI) a révélé une tendance marquée vers la décélération, contrastant nettement avec les croissances élevées observées en 2022. Selon l'office national des statistiques (ONS), le secteur public national hors hydrocarbures a connu une augmentation modeste de 0,1%, un chiffre qui se situe bien en dessous de la hausse notable de 13,3% enregistrée l'année précédente.

P 3

ACCÉLÉRATION DE LA MISE EN
SERVICE DES DATA CENTERS

**Une urgence pour
l'économie numérique**

La transformation numérique est un phénomène global qui touche tous les aspects de la société, des entreprises aux gouvernements. En Algérie, cette révolution technologique s'impose également, nécessitant des investissements majeurs dans des infrastructures telles que les data centers et la fibre optique. Cependant, pour que le pays puisse pleinement bénéficier de cette transition, il est crucial de surmonter les obstacles juridiques et de renforcer la formation des compétences numériques, a indiqué le consultant en transformation digitale et en cybersécurité, Djallal Bouabdallah.

P 5

TRANSPORT DE VOYAGEURS

**Remise en service
de la ligne ferroviaire
Algérie-Tunisie** P 2

UNE PLATEFORME NUMÉRIQUE
A ÉTÉ LANCÉE

**Le paiement des droits
de timbres fiscaux est
possible en ligne** P 2

M'SILA

**Remise de l'aciérie
«Casteel» de Draâ
El Hadja à Fondal SPA** P 16

CÉRÉALES/RÉALISATION
DE SILOS DE STOCKAGE

Déclassement de
terres agricoles
au niveau de 18
wilayas

Plusieurs parcelles de terres agricoles ont été déclassées pour la réalisation de silos de stockage de céréales, au niveau de 18 wilayas, et ce, en vertu d'un décret exécutif publié au Journal officiel (JO) n 53. Selon ce décret n 24-251 signé le 29 juillet dernier par le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, la superficie globale des parcelles déclassées est de 86 hectares et 96 ares. Ces parcelles sont situées au niveau des wilayas de Laghouat, Oum El Bouaghi, Batna, Biskra, Blida, Bouira, Sétif, Saida, Sidi Bel Abbès, Guelma, M'sila, Oran, Boumerdes, Tissemsilt, Khenchela, Souk-Ahras, Ain Defla et Relizane.

TRANSPORT DE
VOYAGEURS
Remise en
service de la
ligne
ferroviaire
Algérie-Tunisie

Le ministre des Transports, Mohamed El Habib Zahana, a donné, samedi depuis la gare ferroviaire internationale de Souk Ahras, le coup d'envoi officiel de la remise en service de la ligne ferroviaire de transport de voyageurs entre l'Algérie et la Tunisie. Selon les explications fournies au ministre, cette ligne de chemin de fer de 357 km, qui reprend du service après un arrêt de 30 ans, est assurée par un train composé de deux voitures de 1ère classe et de deux autres de 2ème classe, pour une capacité de 300 passagers par voyage, en plus d'un wagon-restaurant et d'un autre pour les bagages. Des responsables de la Société nationale de transports ferroviaires (SNTF), ont fait savoir que le premier voyage commercial s'élancera de la gare de Tunis le dimanche 11 août 2024, tandis que le voyage inaugural depuis l'Algérie partira de la gare d'Annaba le mardi 13 août. Un voyage quotidien sera programmé depuis la gare d'Annaba pour rallier la capitale tunisienne en passant par Souk Ahras (Algérie), Ghardimaou, Jendouba et Beja (Tunisie), a-t-on également précisé, soulignant que le nombre de voyages sera progressivement augmenté, ainsi que le nombre de places et ce, en fonction de la demande. Les formalités de police et de douanes s'effectueront au niveau de la gare internationale de Souk Ahras, pour l'Algérie, et dans la gare de Ghardimaou pour la République tunisienne, a-t-on également expliqué.

PRIX DU CAFÉ

Les importateurs bientôt
compensés pour réguler
les prix

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni a annoncé jeudi à Alger que l'Etat procédera bientôt à la compensation des importateurs de café pour la différence entre les prix actuels sur le marché mondial et ceux pratiqués habituellement, dans le but de réguler les prix de ce produit de large consommation en Algérie.

Synthèse S R.

Dans une déclaration à la presse en marge d'une cérémonie de remise de diplômes aux étudiants du Centre de formation relevant de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI), M. Zitouni a affirmé que «les prix du café ont connu une hausse vertigineuse au niveau mondial, passant de 2 USD à 7 USD/kg en raison des perturbations climatiques, de la spéculation et des tensions géopolitiques, ajoutant que bien qu'il ne s'agisse pas d'un produit de première nécessité, le café reste un produit de large consommation et doit être à la portée des Algériens, conformément aux instructions du président de la République». Le ministre a assuré les importateurs de café destiné à la vente en l'état ou dans le cadre de la transformation et de la fabrication,

que «les services du ministère ont mené une enquête approfondie pour recenser toutes les quantités de café importées et compenseront chaque opérateur, une fois le décret y afférent sera publié dans les prochaines heures». Ce décret fixera le prix de ce produit, en ce sens que le prix définitif sera le même au niveau national, indépendamment du prix de l'importation par les opérateurs, a précisé Zitouni, ajoutant que cette compensation sera «temporaire» en attendant le retour à la normale des prix sur les marchés mondiaux. Concernant les prix des viandes blanches, le ministre a affirmé que 11 tonnes de poulet seront déstockés sur le marché national, à partir de jeudi, pour arriver progressivement à 14.000 boucheries réparties sur tout le pays, et ce afin de réduire leur prix à 295 dinars/kg. Le ministre a attribué la hausse des prix du poulet «de 350 DA/Kg à plus de 500

DA dans certains marchés» aux spéculateurs qui «tentent de se constituer en bandes pour contrôler les prix», assurant que ses services «poursuivront tous les spéculateurs identifiés». Au sujet de la légère baisse des exportations hors-hydrocarbures en 2023, tel que mentionné dans le rapport annuel de la Banque d'Algérie, le ministre a précisé qu'il s'agit d'une baisse en valeur et non en quantité, car beaucoup de marchandises exportées par l'Algérie ont vu leur prix stabilisés l'année dernière, après leur hausse suite à la pandémie de la Covid-19, pour ne citer que les phosphates et les engrais. Le ministre a rassuré que le volume des exportations algériennes a connu une courbe ascendante en dépit de la baisse des prix de certains produits exportés et que cette cadence s'accélérera dans les prochaines années.

ORAN

Plus de 5.800 nouveaux étudiants orientés vers
l'Université d'Oran 2

Plus de 5.800 nouveaux bacheliers ont été orientés vers l'Université d'Oran 2 "Ahmed Benahmed ", a-t-on appris du Recteur de cet établissement d'enseignement supérieur, Ahmed Chalal. La même source a précisé à l'APS que 5.859 nouveaux bacheliers ont été orientés

vers l'Université d'Oran 2, via la plateforme "Progress" créée par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, afin de garantir le bon déroulement des procédures d'inscription et d'orientation des nouveaux étudiants, ajoutant que ce nombre "est appelé à augmen-

ter après la finalisation de l'examen des recours". Il convient de signaler que l'Université d'Oran 2 a offert plus de 6.000 places pédagogiques au profit des nouveaux bacheliers dans les différentes branches et spécialités qui y sont dispensées. Concernant les nouveautés, il a été convenu,

selon le même responsable, l'ouverture d'un double cycle de formation dans les spécialités Langue et littérature anglaises et Sciences politiques, option "relations internationales", couronnées par l'obtention d'une licence dans les deux spécialités, a fait savoir M.Chalal.

EL-OUED

Actualisation de l'étude technique d'un
projet de 355 km de lignes ferroviaires

L'étude technique d'un projet de ligne ferroviaire reliant les trois accès de la wilaya d'El-Oued sur 355 km fait l'objet d'actualisation par l'Agence nationale des études et suivi de réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), a-t-on appris samedi des services de la wilaya. Devant relier les accès Nord, Ouest et Est de la wilaya, cette étude s'inscrit dans le cadre de l'ambitieux plan stratégique des pouvoirs publics visant à raccorder les régions du Sud au réseau ferroviaire national, à l'effèt d'impulser la dynamique économique nationale, notamment à travers le transport de marchandises et produits des diverses entités agricoles et industrielles établies

dans la région, a-t-on précisé lors d'une réunion présidée par le wali, Said Akhrouf, en présence des représentants de l'ANESRIF. Le chef de l'exécutif de wilaya a mis l'accent, à ce titre, sur la finalisation dans les meilleurs délais de l'actualisation de cette étude pour la transmettre aux instances de tutelle afin de dégager l'enveloppe nécessaire au lancement des travaux de sa concrétisation. Il a valorisé l'impact de ce projet capital pour le développement des transports de personnes et de marchandises, en plus de sa contribution à la réduction des accidents de la circulation routière et la préservation de la qualité et la durabilité des routes. Faisant le point sur ce projet pro-

metteur, le représentant de l'ANESRIF a expliqué que cette opération devrait relier par voies ferroviaires la wilaya depuis son entrée Nord à la commune de Still (wilaya d'El-Meghaïer), via les communes d'El-Hamraya, Reguiba et Guemmar sur un linéaire de 142 km. Depuis son accès Ouest, le projet reliera sur 108 km la wilaya d'El-Oued à celle de Touggourt via les communes de Miyeh-Ouensa, Oued El-Alenda et El-Oued, tandis qu'elle reliera depuis son accès Est la wilaya de Tébessa (Djebel El-Onk) sur 105 km. Les trois axes ferroviaires se rencontrent près de la zone industrielle de Kouinine, à sept (7) km de la ville d'El-Oued, selon les explications fournies.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

N’EXCÉDANT PAS LES 3,186 MILLIARDS DE DOLLARS À FIN 2023

La dette extérieure de l’Algérie inférieure à 1% du PIB

Grâce aux mesures prises par le gouvernement durant ces quatre dernières années, notamment avec la maîtrise des importations, l’encours de la dette extérieure globale de l’Algérie s’est relativement stabilisé passant de 3,036 milliards de dollars à fin 2022 à 3,186 milliards de dollars à fin 2023. C’est ce que la Banque d’Algérie (BA) a indiqué dans son rapport annuel sur l’évolution économique et monétaire de 2023, rendu public récemment.

Par Selma R.

Ne représentant que près de 1% du PIB à fin 2023, cet encours témoigne de la faible exposition de l’Algérie aux différents risques associés à l’endettement extérieur, affirme-t-elle. Par maturité, l’encours de la dette extérieure à moyen et long termes a légèrement reculé (-19 millions de dollars) pour afficher 1,273 milliard de dollars à fin décembre 2023 contre 1,292 milliard de dollars à la même période de l’année précédente. Cette évolution est la résultante de la conjugaison des trois éléments suivants. il s’agit, selon la BA, des remboursements en principal pour un montant de 173 millions de dollars au cours de l’année 2023; des mobilisations, au cours de l’année 2023, pour un montant de 137 millions de dollars et une revalorisation à la hausse de l’encours de la dette pour un montant de 17 millions de dollars suite à la dépréciation du dollar, en 2023, face à certaines monnaies de détention de la dette extérieure, notamment l’euro. S’agissant de la structure de cette dette extérieure à moyen et long termes, à fin 2023, celle-ci se caractérise par la prédominance de la dette publique avec un encours de 991 millions de dollars (830 millions au titre des crédits multilatéraux et 161 millions de dollars au titre des crédits bilatéraux) contre 282 millions de dollars par la dette privée. Par types de crédits, la dette extérieure à moyen et long termes est composée essentiellement de crédits multilatéraux qui affichent, à fin 2023, un encours de 830 millions

de dollars contre 862 millions de dollars à fin 2022, représentant ainsi 65 % de la dette extérieure à moyen et long termes, ajoute la même source. Cet encours des crédits multilatéraux représente le restant dû d’un emprunt effectué par l’Algérie, en 2016, auprès de la Banque Africaine de Développement. Représentant 22 % de la dette extérieure à moyen et long termes, l’encours des crédits financiers a atteint 282 millions de dollars à fin 2023 contre 240 millions de dollars à fin 2022. L’essentiel de ces crédits est constitué d’avances en trésorerie accordées par les sociétés mères non résidentes à leurs filiales en Algérie (258 millions de dollars à fin 2023). Les crédits bilatéraux, quant à eux, ont baissé passant de 191 millions de dollars à fin 2022 à 161 millions de dollars en 2023. Leur part dans la dette extérieure à moyen et long termes est de 13 % à fin 2023, détaille-t-elle. Par devises, la dette extérieure à moyen et long termes, à fin 2023 est libellée à hauteur de 78 % en euro et de 20 % en dollar américain contre 2 % pour les autres monnaies étrangères. En outre, 99,6 % de cette dette extérieure à moyen et long termes est contractée à taux fixe (un taux d’intérêt moyen de 1,7 %) contre 0,4 % souscrite à taux variables. Par pays, les crédits bilatéraux sont contractés, essentiellement, auprès de la Chine, de la France et de l’Italie avec des parts respectives de 34 %, 32 % et 19 %. En phase avec le faible niveau de la dette extérieure, depuis sa forte réduction au cours de la seconde moitié des années 2000, le service de la dette extérieure à moyen et long termes

a atteint 189 millions de dollars contre 165 millions de dollars une année auparavant. Ce service de la dette, en 2023, est composé de remboursement du principal pour une valeur de 173 millions de dollars et de paiement d’intérêts à hauteur de 17 millions de dollars. Pour rappel, ce service dépassait le milliard de dollars avant 2009. En conséquence, le ratio du service de la dette extérieure à moyen et long terme rapporté aux exportations de biens et services s’établit à 0,32 % en 2023 contre 0,24 % en 2022, après avoir atteint 59 % en 1999. « Ce très faible niveau du ratio de service de la dette extérieure confirme la très bonne soutenabilité de la dette à moyen et long termes », souligne la BA. S’agissant de l’encours de la dette extérieure à court terme, il a légèrement augmenté (+169 millions de dollars) pour afficher 1,913 milliard de dollars à fin décembre 2023 contre 1,744 milliard de dollars à la même période de l’année précédente. Cette évolution est la conséquence de l’effet conjugué des trois facteurs suivants, à savoir des remboursements en principal pour un montant de 3,205 milliards de dollars au cours de l’année 2023 ; des mobilisations, au cours de l’année 2023, pour un montant de 3,351 milliards de dollars et une revalorisation à la hausse de l’encours de la dette pour un montant de 23 millions de dollars suite à la dépréciation du dollar, en 2023, face à certaines monnaies de détention de la dette extérieure, notamment l’euro. Cette dette extérieure à court terme est libellée, essentiellement, en dollar américain (58 %) et en euro (41 %).

INDICE DES PRIX À LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DU SECTEUR PUBLIC

Une augmentation modeste de 0,1% en 2023

Par Mourad A.

En 2023, l’évolution des prix à la production industrielle (IPI) a révélé une tendance marquée vers la décélération, contrastant nettement avec les croissances élevées observées en 2022. Selon l’office national des statistiques (ONS), le secteur public national hors hydrocarbures a connu une augmentation modeste de 0,1%, un chiffre qui se situe bien en dessous de la hausse notable de 13,3% enregistrée l’année précédente. Cette inversion de tendance souligne une stabilisation générale des prix industriels après une période de forte dynamique. Les industries manufacturières, un secteur clé dans cette analyse, ont vu leur croissance passer de 8,9% en 2022 à seulement 1,4% en 2023. Cette transition souligne un ralentissement significatif, illustrant une tendance globale à une plus grande stabilité dans la production industrielle. D’après son rapport sur l’indice des prix à la production industrielle de 2014 à 2023, l’ONS a indiqué que Les variations sectorielles ont mis en évidence des divergences importantes. Le secteur des mines et carrières, qui avait connu une augmentation exceptionnelle de 95,9% en 2022, a subi une chute dramatique de 10,5% en 2023. Cette baisse est largement attribuable à une ré-

duction significative de l’extraction des phosphates et minéraux, mettant en lumière la volatilité inhérente à ce secteur. En parallèle, le secteur de l’énergie a continué à afficher une légère baisse, avec une diminution de 0,8% qui est proche de la baisse de 0,9% observée l’année précédente. Cette tendance stable, bien que négative, indique un maintien de la pression sur les prix dans ce secteur crucial. Les industries métallurgiques, qui englobent les matériaux de construction et les équipements (ISMME), ont également fait face à un ralentissement significatif. La croissance dans ce secteur est passée de 13,6% en 2022 à seulement 0,8% en 2023. Cette décélération est particulièrement marquée dans les sous-secteurs de la sidérurgie et de la transformation de la fonte, bien que les biens d’équipement métalliques aient montré une légère amélioration, offrant un contraste dans une période autrement difficile pour la métallurgie. À l’opposé, les industries chimiques ont enregistré une hausse de 7,4%, même si cette augmentation est inférieure à celle de 18,6% observée en 2022. Les industries agro-alimentaires, quant à elles, ont affiché une légère baisse de 0,5%, en dépit des croissances positives des années précédentes. Les textiles se sont particulièrement distingués avec une croissance continue, atteignant 10,8% en 2023 après les 9,9% de l’année pré-

cédente. Les industries du cuir et des chaussures ont, en revanche, connu une légère baisse de 0,3%, principalement en raison d’une diminution des prix des biens intermédiaires en cuir. Aussi l’ONS a révélé que les variations trimestrielles des prix en 2023 ont montré une stabilité accrue par rapport à 2022. Les fluctuations importantes observées l’année précédente ont cédé la place à une tendance plus homogène, bien que des baisses modérées aient été notées, notamment dans le secteur des mines et carrières. Les industries du bois, liège et papier ont enregistré une hausse de 4,3%, bien que cette augmentation soit inférieure à celle de 6,3% de l’année précédente, avec des baisses trimestrielles notables et une stagnation au quatrième trimestre. En somme, 2023 a été marquée par une décélération générale des prix à la production industrielle, offrant un contraste net avec la dynamique plus vigoureuse des années précédentes. Les textiles se sont distingués par une croissance continue, tandis que d’autres secteurs, notamment les mines et carrières, ont été particulièrement touchés par des baisses importantes. Cette analyse met en lumière les fluctuations complexes au sein de l’indice des prix à la production, fournissant un aperçu précieux des évolutions sectorielles dans un paysage industriel en mutation.

SELON L’ONS Les prix à la consommation ont triplé en 10 ans

Synthèse Sirine R.

Après une propension à la baisse affichée en 2018 à 2019, passant d’un taux de +4,3% à +2,0%, l’Indice des Prix à la Consommation renoue avec la hausse et enregistre une variation de +2,4% en 2020 et le confirme intensivement avec un taux de +7,2% en 2021, indique l’Office national des statistiques (ONS) dans son dernier bulletin sur l’indice des prix à la consommation durant la période de 2014 à 2023. Tout en poursuivant sa tendance haussière, l’Indice des Prix à la Consommation atteint un taux sensible de +9,3% en 2022 qui se maintient en 2023 (+9,3%). Ce résultat concerne l’ensemble des biens et services. Des variations importantes sont inscrites notamment pour les prix des biens alimentaires (+13,3%), la santé hygiène corporelle qui voit son rythme de hausse évoluer de 7,2% en 2022 à 10,0% en 2023, ainsi que l’habillement et chaussures de 6,7% à 8,5%, précise l’ONS. Par ailleurs, un ralentissement du rythme de hausse définit les groupes du logement & charges et des divers qui passent de 2,4% et 11,6% en 2022 à 1,5% et 8,9% en 2023, respectivement. En termes de niveau, l’indice général des prix à la consommation du grand Alger se situe à 270,5 points en 2023. De 2001 (année de référence de l’indice) à 2023, le niveau général des prix a été multiplié par 2,7. En termes de rythme de hausse à l’année 2023, l’indice des prix à la consommation se maintient au même taux observé en 2022, soit 9,3% et reste le plus élevé depuis l’année 2014. « Toutes les catégories de produits ont contribué à cette tendance », indique la même source. En effet, les prix des Biens Alimentaires inscrivent une hausse de 13,3% en 2023, dû essentiellement à l’accélération du rythme de hausse des prix des produits agricole frais qui passent de 12,9% en 2022 à 22,1%, expliqué essentiellement par la hausse sensible des viandes et abats de mouton qui atteignent une variation de +34,9%. Après une baisse de 3,5% en 2022, la viande de poulet marque un croisement important de 26,0% en 2023. A un degré moindre les produits alimentaires industriels affichent un taux de +4,5%, bien en deçà de celui enregistré à l’année 2022 (+13,8%). Les prix des biens manufacturés et les services se maintiennent au même rythme de hausse, passant respectivement de 7,1% et 3,4% en 2022 à 6,9% et 3,8% en 2023. Par rapport à 2001, le niveau moyen des prix des biens alimentaires a été multiplié par 3,0 et celui des services par 2,4.

INSCRIPTIONS
UNIVERSITAIRES
2024/2025

Mise en place
d'une cellule
d'écoute au
profit des
nouveaux
bacheliers

Une cellule d'écoute téléphonique a été mise en place au niveau du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique en vue de répondre aux questions des nouveaux bacheliers (session 2024) concernant les inscriptions universitaires, a indiqué vendredi un communiqué du ministère. "Une cellule d'écoute téléphonique a été mise en place au niveau du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique au profit des concernés par les inscriptions universitaires pour la session 2024/2025, chargée de répondre à toutes les questions concernant les inscriptions universitaires et les interventions techniques, et ce du 10 au 15 août 2024", a précisé la même source. Les personnes concernées peuvent contacter les numéros suivants : 023238472/ 023238473/ 023238474 et 023238475, lit-on dans le communiqué.

ALERTE MÉTÉO

La canicule
persistera dans
plusieurs
wilayas de l'Est
du pays jusqu'à
dimanche

La canicule continuera d'affecter plusieurs wilayas de l'Est du pays, jusqu'à dimanche, avec des températures pouvant atteindre 43 degrés, indique vendredi, un Bulletin météorologique spécial (BMS) émis par l'Office national de la météorologie. Placée en vigilance "Orange", cette vague de chaleur affectera les wilayas de Béjaïa, Jijel, Skikda, Annaba et El Tarf, avec des températures maximales oscillant entre 40 et 43 C, notamment au sud de ces mêmes wilayas, et entre 24 et 30 degrés pour les minimales et ce de vendredi jusqu'à dimanche, précise la même source.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

8E RÉUNION DES DIRECTEURS GÉNÉRAUX
DES DOUANES DE LA ZLECAF À ACCRA

Participation du Général-major
Abdelhafid Bakhouche

Le Directeur général des Douanes, le Général-major Abdelhafid Bakhouche, a pris part, vendredi à Accra (Ghana), aux travaux de la 8e réunion des Directeurs généraux des Douanes de la Zone de libre échange continentale africaine (ZLECAF), indique un communiqué de la Direction générale des Douanes (DGD).

Tenue au siège du Secrétariat général de la ZLECAF, la réunion a permis d'évoquer plusieurs points relatifs aux activités des Douanes dans cette Zone, à l'ins-

tar de "l'élaboration de la version finale du Titre de passage en Douanes (TPD) et l'examen des questions en suspens concernant le certificat d'origine électronique", selon la même source. A cette occasion, "les rapports des différents comités de la ZLECAF ont été examinés, notamment celui de la 8e réunion du Sous-Comité sur la facilitation des échanges, la coopération douanière et le transit, tenue du 6 au 8 août en cours, laquelle a précédé la réunion des Directeurs généraux", note le communi-

qué. "Les questions de mise en œuvre liées aux annexes 3 et 8 ont été également examinées, outre la nécessité d'élaborer un cadre réglementaire sur la coopération douanière et l'assistance administrative", a ajouté la même source. Pour rappel, l'Algérie avait ratifié l'accord portant création de la ZLECAF, signé le 21 mars 2018 à Kigali (Rwanda), et ce, en vertu du décret présidentiel n21-133 du 5 avril 2021, lit-on dans le communiqué.

VÉHICULES ÉLECTRIQUES CHINOIS

Pékin saisit l'OMC après des surtaxes dans l'UE

La Chine a annoncé vendredi avoir saisi l'Organisation mondiale du commerce (OMC), après la décision en juillet de l'Union européenne (UE) d'imposer des surtaxes sur les importations de véhicules électriques chinois. Bruxelles avait annoncé jusqu'à 38% de droits de douane supplémentaires provisoires sur les importations de véhicules électriques chinois dans l'UE, alors que Pékin est accusé d'avoir favorisé illégalement ses constructeurs. Les véhicules fabriqués dans les usines chinoises étaient jusqu'ici taxés à hau-

teur de 10% dans l'UE. Bruxelles dispose ensuite de quatre mois pour rendre ces surtaxes définitives, ce qui ouvre une fenêtre de dialogue avec Pékin jusqu'en novembre. "La Chine a saisi le mécanisme de règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce", a indiqué vendredi le ministère chinois du Commerce, appelant l'UE "à corriger immédiatement ses mauvaises pratiques". Selon Pékin, Bruxelles "enfreint gravement les règles de l'Organisation mondiale du commerce". L'UE affirme se conformer aux règles de l'OMC avec

ces taxes qui visent à freiner les importations de véhicules électriques chinois sans les bloquer complètement, contrairement à la politique menée par Washington. La Chine a doublé le Japon l'an dernier comme premier exportateur automobile. Elle a investi très tôt dans les batteries, coeur technologique des véhicules électriques dont elle a fait sa spécialité. En Europe, les marques chinoises progressent vite grâce à des tarifs compétitifs.

CLIMAT

Lancement d'un nouveau projet pour améliorer
les prévisions météorologiques

L'Organisation Météorologique Mondiale (OMM) a lancé un nouveau projet qui vise à accroître et à améliorer les informations sur le temps, l'eau, la glace et le climat dans l'Arctique et l'Antarctique, où le taux de la hausse des températures est le plus élevé dans le monde. Ce projet qui contribuera à développer les systèmes d'observation et les modèles du système terrestre, et à plaider en faveur de l'amélioration des services de prévision, veut également améliorer la sécurité des personnes qui vivent et voyagent dans les régions polaires où également, le changement climatique a un impact direct sur les populations autochtones, les communautés locales et les personnes qui y travaillent. C'est pourquoi le nouveau projet se concentre sur des questions scientifiques et sociétales afin de relever les défis et de tirer parti des possibilités offertes par l'intérêt international accru pour ces régions, notamment parce qu'elles sont riches en matières premières et en ressources naturelles. "Le projet vise à fournir des connaissances que la société et la communauté des chercheurs pourront utiliser et développer", explique la coordinatrice internationale du projet, Dina Abdel-Fattah de l'Institut météorologique norvégien. Ce projet intitulé "Polar Coupled Analysis and Prediction for

Services" (PCAPS) (Analyse et prévision couplées), se déroulera de 2024 à 2028. Il s'appuie notamment sur un projet antérieur de l'OMM, le Projet de prévision polaire (PPP). Il s'agit de l'une des nombreuses initiatives prises par la communauté de l'OMM pour améliorer les ser-

vices et les prévisions climatiques dans les régions polaires, notamment par la création d'un centre climatique régional pour l'Arctique, compte tenu de l'importance de cette région pour le reste du monde, et pour le programme international en matière de politique climatique.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية وأسعار الاستهلاك ليوم 08 أوت 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 08 Août 2024

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²			المنتجات
DA / Kg		متوسط	أعلى	أدنى	
Produits		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	90	110	70	البطاطا
	Tomate	67	79	54	الطماطم
	Oignon sec	42	48	35	البصل الجاف
	Ail sec	346	401	291	الثوم الجاف
	Carotte	70	78	61	الجزر
	Navet	112	125	99	لفت
	Poivron	97	109	85	الفلفل الاخضر
	Piment	106	119	93	الفلفل الحار
	Courgette	87	99	76	الكوسه
	Haricot vert	206	226	186	الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	93	105	82	الخس
	Pomme locale	409	513	306	التفاح المحلي
	Datte	555	681	430	التمر
	Melon	101	113	89	البطيخ الاصفر
	Pastèque	82	92	73	البطيخ الاحمر
Produits d'origine animale	Banane	382	394	370	الموز
	Viande bovine locale	1774	1903	1644	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	488	505	472	الدجاج
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)

ACCÉLÉRATION DE LA MISE EN SERVICE DES DATA CENTERS

Une urgence pour l'économie numérique

La transformation numérique est un phénomène global qui touche tous les aspects de la société, des entreprises aux gouvernements. En Algérie, cette révolution technologique s'impose également, nécessitant des investissements majeurs dans des infrastructures telles que les data centers et la fibre optique. Cependant, pour que le pays puisse pleinement bénéficier de cette transition, il est crucial de surmonter les obstacles juridiques et de renforcer la formation des compétences numériques, a indiqué le consultant en transformation digitale et en cybersécurité, Djallal Bouabdallah.

Par Mourad A.

S'exprimant sur les ondes de la chaîne 3 de la radio algérienne, Bouabdellah a expliqué que la transformation numérique a profondément changé la manière dont les individus, les entreprises, et les gouvernements fonctionnent. L'adoption massive des technologies numériques, telles que l'intelligence artificielle, le cloud computing, l'internet des objets et le big data, a entraîné une réorganisation des processus de production, de distribution et de consommation. Dans tous les secteurs – qu'il s'agisse de la santé, de l'éducation, de la finance, de l'industrie ou des services publics – le numérique est devenu une composante incontournable. Cette transformation, accélérée par la pandémie de COVID-19, pousse les acteurs économiques à revoir leur modèle d'affaires et à adopter des technologies qui favorisent l'innovation et la compétitivité. En conséquence, les pays qui réussissent à intégrer ces nouvelles technologies dans leur tissu économique bénéficient d'une croissance accrue et d'une meilleure résilience face aux crises. L'expert a également souligné l'importance de la création de data centers. Ces infrastructures sont cruciales pour l'Algérie si elle souhaite suivre le rythme du développement numérique mondial. Les data centers sont des infrastructures qui abritent des serveurs et autres équipements informatiques nécessaires pour stocker, gérer et traiter des données. Ils jouent un rôle essentiel dans l'économie numérique en facilitant le traitement de grandes quantités de données de manière sécurisée et efficace. Pour l'Algérie, l'installation de data centers permettrait non seulement de répondre aux besoins croissants de stockage des données locales, mais aussi de devenir un hub régional pour le traitement et le stockage des données. Cela pourrait attirer des investissements étrangers et renforcer l'autonomie numérique du pays, tout en réduisant la dépendance vis-à-vis

des infrastructures étrangères pour le stockage de données sensibles.

Pour réussir sa transition numérique, l'Algérie doit mettre en œuvre une stratégie complète qui inclut la généralisation de la fibre optique, la formation des compétences numériques, et la mise en place des data centers, a suggéré l'invité de la rédaction. La fibre optique est essentielle pour garantir une connexion Internet rapide et fiable, capable de supporter les applications et services numériques modernes. Une infrastructure de fibre optique étendue permettra non seulement d'améliorer l'accès à Internet dans les zones urbaines, mais aussi de réduire la fracture numérique dans les régions rurales. En parallèle, la formation des compétences numériques est indispensable pour doter les travailleurs des connaissances et des compétences nécessaires pour utiliser efficacement les technologies numériques et répondre aux besoins du marché du travail en constante évolution. Enfin, la création de data centers est nécessaire pour assurer la souveraineté numérique du pays en hébergeant localement les données et en améliorant la sécurité des informations.

Toutefois, l'expert a déploré la rigidité des textes de loi concernant l'investissement dans les serveurs et le stockage des données. Cette rigidité est l'un des principaux obstacles au développement des infrastructures numériques en Algérie. Les réglementations actuelles peuvent décourager les entreprises nationales et étrangères d'investir dans la création et la gestion de data centers, en raison de restrictions juridiques et de lourdeurs administratives. Pour attirer davantage d'investissements dans ce secteur stratégique, il est crucial de réviser et d'assouplir ces lois, en introduisant des incitations fiscales et en simplifiant les procédures administratives. Une réglementation plus souple permettrait de créer un environnement propice à l'innovation, encourageant les entreprises à investir dans des infrastructures modernes et à adopter des technologies avancées.

L'économie numérique est devenue un moteur clé de la croissance économique mondiale, représentant plus de 15 % du PIB global. Cette transformation économique, portée par des secteurs comme le commerce électronique, les services numériques, les technologies de l'information et les médias, a radicalement changé la manière dont les entreprises créent de la valeur. Les pays qui investissent dans des infrastructures numériques robustes, telles que les réseaux à haut débit, les data centers et les plateformes numériques, sont mieux positionnés pour tirer parti de cette croissance. Ces investissements sont essentiels pour permettre aux entreprises de développer de nouveaux produits et services, d'améliorer leur compétitivité sur les marchés internationaux, et de créer des emplois dans les secteurs technologiques. Pour l'Algérie, ne pas investir dans ces infrastructures pourrait entraîner un retard économique significatif, limitant ainsi sa capacité à participer pleinement à l'économie numérique mondiale, a expliqué le consultant en transformation numérique. Cependant, la préservation des données est un enjeu majeur pour le développement numérique de l'Algérie. Djallal Bouabdellah a affirmé que les données sont aujourd'hui considérées comme une ressource stratégique, comparable au pétrole ou à l'électricité. Elles sont essentielles pour l'innovation, la prise de décision, et la fourniture de services numériques. Pour protéger ces données, il est important de les stocker localement dans des infrastructures sécurisées, telles que des data centers nationaux, afin de réduire les risques liés à la cybercriminalité et à l'espionnage industriel. De plus, en conservant les données sur le territoire national, l'Algérie peut s'assurer qu'elles sont régies par les lois locales, offrant ainsi une meilleure protection de la vie privée et des informations sensibles. Cette approche permettrait également au pays de développer une industrie locale de traitement des données, favorisant ainsi la création d'emplois et le développement économique.

INVESTISSEMENT Les bénéficiaires des décisions provisoires du foncier invités à enregistrer leurs projets avant fin août

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), a invité, mercredi, dans un communiqué, les porteurs de projets bénéficiaires de décisions provisoires de concession du foncier destiné à l'investissement, et n'ayant pas procédé à l'enregistrement de leurs projets, à se rapprocher, avant le 31 août, des guichets uniques décentralisés territorialement compétents. L'Agence précise dans son communiqué que les porteurs de projets bénéficiaires des décisions provisoires, après traitement de leurs demandes sur la plateforme numérique de l'investisseur, sont invités à enregistrer leurs projets, "afin de leur octroyer les décisions définitives pour obtenir les contrats de concession et débiter ainsi la phase de réalisation". Elle a en outre souligné que cette procédure visait à vérifier la crédibilité des données déclarées lors de l'enregistrement des demandes sur la plateforme numérique de l'investisseur, ainsi que son alignement avec l'activité et les exigences du projet à réaliser. Cette procédure s'inscrit dans le cadre de l'engagement de l'Agence à "orienter le foncier économique au profit des projets sérieux et prêts", selon la même source. Faute de l'enregistrement du projet par le bénéficiaire dans les délais fixés (31 août), il sera procédé à "la convocation des porteurs de projets ayant obtenu directement l'encours et les décisions provisoires des intéressés seront Considérées nulles et non avenues", ajoute le communiqué. L'AAPI avait publié la liste des décisions provisoires des bénéficiaires n'ayant pas accompli l'inscription des projets d'investissement, et ce pendant la période allant du 25 mars 2024 et 9 juin 2024. Cette liste comprend 117 décisions provisoires réparties sur 26 wilayas, en tête desquelles la wilaya de Béjaïa avec 22 décisions, suivie d'Annaba et de Djelfa (11 décisions pour chacune), puis de Boumerdès, Mascara, et Tlemcen (6 décisions pour chacune). La liste comprend, également, les wilayas d'El Oued, M'sila et Sétif avec cinq (5) décisions pour chacune, Tamanrasset, Biskra, Illizi et Mila (4 décisions pour chacune), Souk Ahras et Bordj Bou Arridj (3 décisions pour chacune), Batna, Bouira, Tizi-Ouzou, Mostaganem et Nâama (2 décisions pour chacune), et Tiaret, Saïda, Constantine, El Bayadh et Ain Temouchent (1 décision pour chacune).

UNE PLATEFORME NUMÉRIQUE A ÉTÉ LANCÉE

Le paiement des droits de timbres fiscaux est possible en ligne

La Direction générale des impôts (DGI), a lancé, jeudi dernier à Alger, la plateforme numérique "Tabioucom", dédiée au paiement en ligne des droits de timbres fiscaux. La cérémonie de lancement de cette plateforme a été présidée par le ministre des Finances, Laaziz Faïd, en présence du ministre de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi Triki, de la Haut-commissaire à la numérisation, Meriem Benmouloud, du médiateur de la République, Madjid Ammour, et du représentant du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, ainsi que des représentants des deux chambres du Parlement. Cette plateforme accessible 24h/24 et 7j/7, permet de s'acquitter des droits de timbres dus par carte Edahabia ou carte CIB, ainsi que de télécharger le reçu de paiement. Selon les explications fournies, le reçu fait

office de document électronique à joindre, dans une première phase, aux dossiers de passeport délivré en Algérie, de la carte nationale d'identité (pour des cas particuliers) et du permis de conduire. Ce service sera élargi dans «les prochains jours» pour inclure d'autres documents administratifs, à savoir le passeport délivré à l'étranger, les visas, les registres de commerce, les contrats de transport, la carte de résidence pour les étrangers ainsi que les documents consulaires. Cette plateforme disponible en trois langues (arabe, anglais et français), est accessible via le site électronique (tabioucom.mf.gov.dz), et une cellule d'écoute a été mise en place pour recevoir les préoccupations des utilisateurs, via le courriel (tabioucom@mf.gov.dz). Cette plateforme a été conçue par des groupes de travail des ministères des Finances, de l'Intérieur et de la Poste, du

Groupement d'intérêt économique de la monétique (GIE Monétique), de la Société d'automatisation des transactions interbancaires et de monétique ainsi que de l'Entreprise d'Appui au développement du numérique (EADN). Une démonstration pratique de cette plateforme a été présentée par l'utilisation de données réelles, ayant donné lieu à la fluidité de l'opération d'acquisition et de retrait de timbres fiscaux. La cérémonie a été marquée également par la signature d'un accord de partenariat entre la DGI et la Direction générale de la modernisation, de la documentation et des archives relevant du ministère de l'Intérieur, pour définir les modalités pratiques de vérification et de validation des reçus du e-paiement des droits de timbre. Intervenant à cette occasion, Faïd a indiqué que «cet événement important» constitue une nouvelle pierre angulaire qui s'ajoute à l'édifice des produits numériques

et des services à distance, développés par les cadres du ministère des Finances. Il a souligné que cette plateforme s'inscrit dans le cadre de la simplification des démarches administratives, afin de permettre au citoyen ainsi qu'à l'opérateur économique d'éviter les déplacements aux recettes des impôts pour s'acquitter des droits de timbre, ainsi que «d'éviter toute forme de contrebande et de falsification des timbres fiscaux». Les services disponibles sur la plateforme "tabioucom" sont un "modèle à suivre" en matière de développement des services numériques, qui «contribueront, sans doute, au renforcement de la confiance entre le citoyen et l'administration», a indiqué le ministre, soulignant l'importance de promouvoir cette plateforme et d'œuvrer à élargir les services numériques pour inclure plus de mesures fiscales dans le "prochain avenir".

OUARGLA

800 foyers
raccordés au
gaz

Plusieurs projets de raccordement aux réseaux d'électricité et de gaz naturel ont été concrétisés dans les zones d'extension urbaine de la wilaya de Ouargla, en vue d'améliorer le cadre de vie des habitants, a-t-on appris jeudi auprès des services de la direction de l'énergie et des mines (DEM) de la wilaya. Réalisés au cours de ces deux dernières années, ces opérations de raccordement au réseau d'électricité ont ciblé 800 foyers répartis à travers 67 sites dans les zones d'extension urbaine des communes d'Ouargla, Rouissat, N'Goussa, Aïn Beida et Sidi Khouiled, a indiqué la même source. Un montant de 225 millions de dinars a été consacré pour la réalisation de ces opérations de développement, a-t-on précisé. Par ailleurs, les projets de gaz naturel, qui ont ciblé 55 sites dans les mêmes zones d'extension urbaine, ont permis le raccordement de 530 foyers en cette énergie, pour un coût de 55 millions de dinars, a-t-on ajouté. La wilaya de Ouargla compte un total de 108 601 abonnés au réseau électrique de basse tension (BT), avec un taux de raccordement de 98%, alors que le nombre d'abonnés au réseau de distribution du gaz naturel est de 65 769 clients, avec un taux de raccordement estimé à 93%, selon les données de la direction de l'énergie et des mines.

MILA

600 hectares pour la culture
de la pomme de terre

Les participants à une rencontre de sensibilisation, organisée jeudi au siège de la wilaya de Mila, consacrée à la filière de la pomme de terre, ont appelé les agriculteurs à étendre les superficies dédiées, dans la wilaya de Mila, à la production de la pomme de terre d'arrière-saison.

Le directeur de wilaya des services agricoles (DSA), Ali Fennazi, a précisé, dans une allocution prononcée à cette occasion, que l'objectif fixé pour la saison en cours (2023-2024) «consiste à atteindre une superficie de 600 hectares pour la culture de la pomme de terre d'arrière-saison dont la plantation débutera en septembre prochain». Il a rappelé, dans ce contexte, que la culture de la pomme de terre de saison, au titre de la même saison agricole, avait été effectuée sur une superficie de 1 374 ha. «Il est possible d'atteindre cet objectif fixé par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, d'autant que la wilaya dispose d'un périmètre irrigué dans les com-

munes de Telaghma, Oued Athmania et M'chira, et que les agriculteurs de cette région maîtrisent cette culture agricole», a souligné le DS'agissant de la prise en charge de la production, le représentant de la Société algérienne de régulation des produits agricoles (SARPA), Yazid Benhafsa, a fait part, dans son intervention, de «la volonté de l'entreprise d'acquérir la production des agriculteurs au prix fixé par le ministère de tutelle, afin d'assurer l'approvisionnement régulier du marché de ce tubercule de large consommation». Il a rappelé que la Sarpa avait fait l'acquisition, au terme de la saison agricole 2022-2023, de 53 000 tonnes de la production na-

tionale de pommes de terre qu'elle a stockées dans le cadre du programme de régulation des produits agricoles. La rencontre a offert l'occasion aux producteurs de pommes de terre de la wilaya de Mila de faire état de leurs préoccupations, notamment celles liées à la facilitation des procédures d'octroi des autorisations de forage et à l'approvisionnement en semences de bonne qualité à un prix raisonnable. Le wali de Mila, Mostafa Koreich, s'est engagé à travailler en coordination avec les responsables du secteur agricole pour accompagner les producteurs et les aider à surmonter les obstacles et à développer cette filière.

IN SALAH

La wilaya bénéficiera d'un projet d'inventaire
des biens culturels immatériels

La ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, a annoncé, vendredi depuis In Salah, que cette jeune wilaya bénéficiera d'un projet d'inventaire des biens culturels immatériels dont regorge la région. Présidant la cérémonie d'inauguration du siège du département régional relevant de l'Office national du parc culturel de l'Aghaggar dans le cadre de la visite de travail et d'inspection effectuée dans cette ville, la ministre a précisé que "la jeune wilaya d'In Salah bénéficiera d'un projet important relatif à l'inventaire des biens culturels immatériels dont regorge la région", évoquant un autre projet aussi important, celui de l'inventaire numérique, qui figure parmi les pro-

jets destinés aux cinq Parcs culturels au niveau national, y compris dans la wilaya d'In Salah. La ministre a visité les différentes parties de cette structure, un véritable musée dédié au patrimoine culturel matériel et immatériel qui retrace plusieurs étapes de l'histoire de la région et expose des spécimens d'anciens animaux sauvages de la région, de même qu'elle accueille des visiteurs venant de toutes les wilayas, ainsi que des chercheurs et des élèves, selon les explications fournies à la délégation ministérielle. A cette occasion, Mme Mouloudji a affirmé que la wilaya d'In Salah regorgeait de sites historiques, de Casbahs et de Ksour, annonçant la réhabilitation prochaine de la Cas-

bah historique de Badjouda, qui se trouve au cœur de la ville d'In Salah, dont les travaux seront lancés l'année prochaine, avant le classement de ce site patrimoine culturel national. La ministre a donné des instructions à ses services concernant l'inscription sur la liste supplémentaire d'inventaire, laquelle inclura la Casbah des almoravides, la Casbah "Ksar El-Arab", la Casbah d'Ouled Hnini et la Zaouia el maa, en attendant leur inscription sur la liste du patrimoine national. Auparavant, la ministre de la Culture et des Arts a présidé une rencontre avec les artistes de la région, lors de laquelle elle a honoré plusieurs d'entre eux pour leurs contributions au domaine cultu-

rel dans la wilaya d'In Salah, et a remis des cartes d'artiste à quelques-uns. Des écrivains et poètes ont également été distingués à cette occasion. Accompagnée de plusieurs figures artistiques connues sur la scène culturelle nationale, Mme Mouloudji a achevé sa visite de deux jours dans la wilaya d'In Salah par l'inspection du site naturel du Bois Pétrifié dans la commune d'Inguer et de la "Casbah historique de Badjouda" où elle a écouté des explications exhaustives sur les deux sites archéologiques. La ministre a exprimé, en outre, son admiration de ces deux sites et réaffirmé son appui total aux efforts de leur préservation en tant que patrimoine national.

GHARDAÏA

Un incendie dans une palmeraie de l'Oasis «Souaregue»
totalement maîtrisé

Un incendie qui s'est déclaré, jeudi après-midi, dans une palmeraie de l'Oasis "Souaregue" près de Metlili à une cinquantaine de Kilomètres au sud de Ghardaïa, a été totalement maîtrisé par les éléments de la Protection civile, a-t-on appris de ce corps constitué. Pour circonscrire le feu qui s'est propagé dans la palmeraie et ravagé selon les premières estimations près de 63 palmiers productifs et 33 plants non productifs ainsi quelques hectares d'herbes

sèches, de la broussaille et du tamaris, les services de la protection civile ont déployé une dizaine de camions anti-incendie des unités de Metlili et du poste avancé de Seb Seb pour maîtriser le feu et l'empêcher de s'étendre à l'extérieur de la palmeraie touchée par les flammes et éviter les départs de feux vers les habitations ou d'autres palmeraies, a ajouté la même source. Grâce à la mobilisation rapide des différentes équipes d'intervention de la protection civile de Metlili appuyée

par l'équipe du poste avancé de Seb Seb, cet incendie, dont les causes demeurent inconnues, a été totalement maîtrisé, a fait savoir la cellule de communication de la Protection civile. Une enquête a été ouverte par le parquet près le tribunal de Ghardaïa pour déterminer les causes exactes de ce sinistre. Pour rappel, plusieurs interventions des services de la protection civile ont été effectuées dans les différentes localités durant cette période estivale suite à la canicule, signale-t-on.

CONSTANTINE

Relogement de 203 familles dans de nouveaux
appartements à Ali-Mendjeli

Une opération de relogement de 203 familles qui résidaient dans le secteur urbain "Boudraâ-Salah" (commune de Constantine) dans des appartements neufs situés dans la circonscription administrative d'Ali-Mendjeli a été entamée dans la matinée de jeudi dans une ambiance joyeuse. Les services de la wilaya, accompagnés de ceux de la sûreté de wilaya et de la Protection civile ont supervisé cette opération qui a

concerné des familles habitant des logements précaires dans les cités "An-Nasr" et "El Rahma" dans le secteur urbain "Boudraâ-Salah". Le déménagement, qui s'est effectué dans de bonnes conditions d'organisation marquées par une coordination sans faille entre la direction du Logement, celle de l'Action sociale et de la solidarité, ainsi que la commune de Constantine, a donné lieu, en parallèle, à la remise des arrêtés d'attribution à leurs bénéfi-

ciaires qui ont pu utiliser les camions mis à leur disposition pour le transfert de leurs biens mobiliers vers leurs nouvelles habitations. Selon les services de la wilaya, cette opération, inscrite dans le cadre de l'élimination des bidonvilles et des logements anciens et précaires de la ville de Constantine, a concerné 203 familles, dont 74 vivant dans le quartier "El Rahma" et 129 autres dans le quartier "An-Nasr". Les mêmes services ont également fait sa-

voir que les familles concernées par cette action résideront désormais dans des logements neufs gérés par l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), situés dans l'extension Ouest de la circonscription administrative d'Ali-Mendjeli qui compte environ 22.000 logements. Il convient de noter que les anciennes habitations des quartiers "An-Nasr" et "El Rahma" ont été démolies aussitôt après leur évacuation.

ÉNERGIE

Pourquoi les prix du gaz repartent à la hausse

En plein été, et alors que l’Europe présente un bon niveau de stockage de gaz pour se préparer à l’hiver, les prix de cet hydrocarbure connaissent une forte hausse sur les bourses d’échange. En cause, notamment : l’offensive de l’Ukraine en Russie, toujours en cours, intervient près d’un nœud de transit crucial pour le gaz russe. Mais ce n’est pas la seule raison, et d’autres incidents pourraient venir aggraver la situation.

La crise de l’énergie, qui a vu les prix du gaz et de l’électricité s’envoler en Europe en 2022 et 2023, n’est-elle pas tout à fait terminée ? Alors même que le Vieux continent s’est tourné vers d’autres fournisseurs d’hydrocarbures que la Russie afin de sécuriser ses imports, le risque d’une hausse brutale des cours en raison de la guerre en Ukraine plane toujours. En témoigne l’impact de l’offensive surprise de Kiev dans la région russe de Koursk, où les combats se poursuivent pour le quatrième jour consécutif. En effet, cette incursion - la plus importante depuis le début du conflit - semble avoir dopé les cours du gaz : sur la principale bourse d’échange en Europe, le TTF néerlandais, les cours ont dépassé les 40 euros le mégawattheure (MWh), un niveau qui n’avait pas été atteint depuis plus de huit mois. Rien qu’en août, cet indice a ainsi pris environ 12%, s’éloignant ainsi des quelque 30 euros/MWh enregistrés depuis le début de l’année. Soit une « forte hausse », même si les prix restent très éloignés du record de 250 euros/MWh atteints en 2022, commente l’économiste spécialiste des marchés de l’énergie, Jacques Percebois. Surtout, l’impact sur les factures risque de se faire rapidement sentir : contrairement à l’électricité, le gaz ne bénéficie plus d’un tarif réglementé par les pouvoirs publics. La plupart des offres, y compris celles à destination des particuliers, sont donc très sensibles à l’évolution du TTF.

Un nœud de transit du gaz à la frontière russo-ukrainienne

Mais concrètement, à quoi cette poussée est-elle

due ? Pour le comprendre, il faut garder en tête que l’Europe, malgré ses efforts pour se sevrer du gaz russe, n’a pas complètement coupé les liens. Y compris, paradoxalement, l’Ukraine, puisqu’un gazoduc reliant la Russie à l’Europe de l’Est sillonne toujours son territoire et continue d’acheminer la fameuse molécule. « L’Ukraine a signé un contrat de 5 ans avec Gazprom, qui se termine fin 2024. Aujourd’hui, Moscou continue donc d’envoyer du gaz via ce pipeline, ce qui représente des revenus non négligeables pour Kiev », explique Jacques Percebois. Or, l’offensive en cours intervient tout près de la ville russe de Soudja, située à une dizaine de kilomètres de la frontière... laquelle abrite un nœud de transit crucial pour le transport de ce gaz. Il s’agit même du principal point d’entrée du gaz russe en Ukraine, avant qu’il ne soit envoyé vers l’Autriche, la Slovaquie ou encore la Bulgarie. Et même si les volumes totaux représentent 4,3% du total des importations européennes de gaz (13,7 milliards de mètres cubes en 2023), ces pays en dépendent encore très fortement. Les exportations via cette station sont d’ailleurs tombées à 37,3 millions de mètres cubes par jour jeudi, a signalé Gazprom, contre 42 millions en moyenne ces derniers mois - même si cette baisse serait essentiellement due, si l’on en croit le conglomerat russe, à une moindre demande des clients. « Ce qui fait grimper les prix, c’est donc l’incertitude et les craintes sur ce qu’il pourrait se passer dans cette zone critique au cours des prochains jours », ajoute Jacques Percebois.

Une hausse multi-factorielle

Cependant, il ne s’agirait pas de la seule raison,

estime l’économiste : « Il y a une conjonction de facteurs, l’essentiel étant d’origine géopolitique. ». En effet, les tensions au Moyen-Orient inquiètent également les marchés européens. Pour rappel, Israël avait ordonné en 2023 la fermeture temporaire du champ gazier de Tamar, exploité par Chevron, à quelques kilomètres de la bande de Gaza, après l’attaque menée par le Hamas le 7 octobre. La production avait finalement redémarré un mois plus tard. Par ailleurs, une escalade du conflit pourrait toujours avoir un impact sur le commerce maritime dans le détroit d’Ormuz, alors que l’Iran a déjà indiqué qu’il pourrait fermer ce point de passage. En outre, d’autres considérations plus techniques pourraient expliquer la hausse des cours. « La Norvège, qui est le principal exportateur de gaz par pipelines en Europe, doit procéder à des opérations de maintenance sur ses infrastructures dès la fin du mois d’août. Même si c’était prévu, cela participe à resserrer l’offre », poursuit Jacques Percebois. Et ce, alors que la demande s’avère plutôt soutenue. Y compris en Asie, qui pourrait entrer en compétition avec l’Europe pour la livraison de gaz naturel liquéfié (GNL), acheminé par navires des quatre coins du monde plutôt que par gazoduc. D’autant que peu de nouvelles capacités de GNL entreront en service cette année, malgré la baisse des volumes russes.

Le marché regarde vers les Etats-Unis

Alors, à quoi faut-il s’attendre dans les prochaines semaines ? Pour connaître l’évolution des cours, plusieurs variables seront à surveiller comme le lait sur le feu, indique Jacques Percebois. Et pas

seulement à la frontière russo-ukrainienne ou au Moyen-Orient, puisque les prix dépendront également de la situation aux Etats-Unis. « Il faudra regarder l’évolution des stockages de gaz sur le territoire américain, car ils exportent énormément vers l’Europe », fait-il valoir. De fait, la semaine dernière, les stocks de gaz ont progressé de 21 milliards de pieds cubes dans le pays, alors qu’une hausse de 31 milliards de pieds cubes était attendue, selon l’Agence américaine d’information sur l’énergie. Surtout, l’incertitude politique, avec l’élection présidentielle prévue fin novembre, risque bien de doper les cours. « Si Donald Trump est élu, la politique d’exportation de gaz vers l’Europe serait-elle identique ? Il a déjà dit qu’il voulait limiter les échanges », note Jacques Percebois. Reste également à connaître les intentions de Kamala Harris, alors que Joe Biden avait annoncé fin janvier un moratoire sur la construction de nouveaux terminaux d’exportation de GNL. Dans une tout autre région, l’impact des tensions entre l’Algérie et la France, qui a reconnu la vision du Maroc au Sahara occidental, pourrait également jouer, alors que l’Hexagone dépend d’Alger pour environ 12% de ses importations. Enfin, alors que la situation qui reste tendue, chaque nouvel incident technique pourrait jouer à la hausse, comme l’avait fait l’incendie dans un terminal de GNL américain en 2022. Une chose est sûre : cette nouvelle envolée rappelle que les marchés du gaz, par essence internationaux, restent suspendus aux évolutions géopolitiques. Source : Tribune.fr

LES SURVIVANTS AU NUMÉRIQUE

Pourquoi les stratégies marketing hors-ligne continuent de prospérer?

Distribution de flyers, street marketing, événementiel... Utilisées à bon escient, ces campagnes hors-ligne se révèlent efficaces et particulièrement engageantes pour le public. Aujourd’hui, le marketing ne peut s’envisager sans les canaux numériques. Publicités sur les réseaux sociaux ou sur les plateformes de streaming, référencement (SEO), marketing de contenu... Les techniques pour promouvoir des produits et des services se sont adaptées à l’évolution des usages. En 2022, 87% des Français détenaient un smartphone, soit trois points de plus qu’en 2020, selon les résultats du Baromètre du numérique. La même année, ils étaient 56% à avoir la fibre à leur domicile. Les technologies numériques, pleinement et durablement entrées dans les mœurs, ont généré une myriade de nouvelles possibilités pour les entreprises. Pour leurs stratégies marketing celles-ci ont massivement investi ces canaux de communication qui présentent un double avantage: ils permettent d’atteindre des consommateurs sans limite géographique et de les cibler en fonction de leurs profils grâce à l’exploitation de leurs données.

La saturation numérique

Le marketing ne peut cependant être abordé de manière 100% dématérialisée. Les opérations d’événementiel et de street marketing comme la distribution de flyers sont loin d’être tombées en désuétude. Elles sont même, dans certains cas, plus efficaces que certaines stratégies en ligne ou peuvent venir les renforcer! En tant que consommateurs et utilisateurs de moteurs de recherche, de plateformes de streaming ou encore de réseaux sociaux, nous sommes constamment sollicités par des contenus publicitaires. Entre 2019 et 2022, le volume des publicités numériques a augmenté de 42%, selon l’Observatoire de le-pub. Cette surabondance de promotions en ligne peut créer une saturation dans l’esprit de ceux et celles qui les reçoivent. Les contenus défilent sous leurs yeux sans que les consommateurs en soient pleinement conscients ou qu’ils soient proactifs.

Un contact humain

À l’inverse, une opération de street marketing, qu’il s’agisse d’une dégustation, d’une distribution d’échantillons gratuits ou de flyers, aura des effets beaucoup plus marquants pour le public concerné. C’est d’abord par un contact hu-

main, un sourire, voire quelques mots échangés, que le consommateur ou la consommatrice sera approché(e). Ensuite, le flyer ou l’échantillon lui sera donné en main propre. Et cela fait une grande différence par rapport à une publicité en ligne qui pourra se fondre dans la masse.

Plus de proximité avec les stratégies hors-ligne

Le caractère tangible de cet élément marketing a un effet particulier sur la psychologie des consommateurs et consommatrices. Il se crée un lien de proximité entre l’entreprise qui propose le produit ou le service promu et le consommateur ou la consommatrice qui reçoit le flyer ou l’échantillon. Ce type d’opération marketing physique touche davantage la corde émotionnelle et mémorielle du public ciblé. Grâce au contact humain et à l’ambiance créée lors d’un événement, par le code couleur notamment.

Le flyer, un outil fiable pour une stratégie locale

Un flyer, conservé dans un sac, posé sur la table du salon ou accroché sur le frigo, fait l’effet d’un pense-bête. C’est tout l’avantage de la permanence d’un objet tangible

sur un contenu éphémère et dématérialisé. Ce petit bout de papier, en apparence très simple, installe une impression de fiabilité chez les personnes qui le reçoivent. Le flyer ou la carte de visite constitue une manière de se démarquer de l’offre surabondante en ligne dans laquelle se fondent parfois des escroqueries. Ce n’est pas pour rien que de nombreuses PME, comme des agents immobiliers, des photographes, les coachs sportifs, des artisans ou certains commerces de proximité, privilégient ce moyen de promotion pour leur activité. Une campagne de distribution de flyers permet d’atteindre une cible très localisée. Cela en fait un outil efficace dans une stratégie marketing locale, comme pour l’ouverture d’un restaurant par exemple. Elle présente aussi l’avantage d’être peu coûteuse et relativement simple à mettre en place.

Un outil de renforcement des campagnes numériques

Stratégies numériques et hors-ligne ne doivent surtout pas être opposées. Bien au contraire! Imaginées au sein d’un même plan marketing, elles se révèlent tout à fait complémentaires. Ainsi des opérations hors-ligne peuvent venir renforcer le ciblage en ligne par une ap-

proche locale d’une clientèle potentielle. Les émotions et les expériences du public, dans le cas d’un événement ou de tests de produits, pourront être relayées, à travers des vidéos, sur les réseaux sociaux, et ainsi toucher, par procuration, un public plus large.

Des campagnes hybrides à inventer

Certains plans marketing intègrent des campagnes hybrides mêlant canaux numériques et distribution physique. C’est le cas des QR codes qui peuvent être imprimés sur des flyers. Grâce à leur smartphone, les personnes destinataires des flyers scannent le QR code et viennent ainsi rejoindre la page d’un réseau social, une application ou encore un site de e-commerce. A l’ère du tout numérique ou presque, les stratégies hors-ligne ne sont pas à délaisser tant leur impact reste riche et engageant pour le public. Aux entreprises et aux responsables marketing d’innover et de trouver les meilleures combinaisons pour articuler leurs campagnes digitales et physiques afin qu’elles se complètent et s’alimentent mutuellement.

Source : Slate.fr

UN EXPERT FINANCIER
À QNA

Le marché boursier
du Qatar est stable
malgré la baisse des
indices mondiaux

L'indice de la Bourse du Qatar a conclu la semaine avec une légère baisse de 0,77%, représentant une perte de 77 740 points et une descente à 100 530,01 points par rapport au niveau de la semaine précédente.

En évaluant la performance de la Bourse du Qatar, l'analyste financier Mubarak Al Tamimi a observé que l'indice général de la Bourse du Qatar, soutenu par des valeurs phares telles que Industries Qatar, Qatar National Bank (QNB), et Qatar Islamic Bank (QIB), a démontré une performance constante pendant la période où les marchés boursiers mondiaux ont connu une baisse significative, appelée le choc du "lundi noir".

Dans des remarques adressées à l'Agence de Presse du Qatar (QNA), Al Tamimi a indiqué que l'indice général était resté stable cette semaine après les fortes baisses enregistrées lors de la séance de lundi, et qu'il avait pu clôturer au-dessus du niveau des 10 000 points grâce aux gains des actions de QIB et d'Industries Qatar lors de la dernière séance de cotation. Il a noté que l'indice de la Bourse du Qatar n'a pas connu les augmentations réalisées par les indices des marchés mondiaux, puisqu'il a atteint son plus haut niveau lors de la séance du 16 juillet, lorsqu'il a clôturé à 10 205 points, ce qui prouve la faiblesse de son impact sur la série de baisses observées sur les marchés mondiaux au cours de cette semaine, ainsi que sa capacité à absorber ces baisses.

Il a souligné que les actions d'un certain nombre de petites et moyennes entreprises cotées à la Bourse du Qatar connaissent une vague de baisse, à l'exception de certaines actions, comme celles de Gulf International Services Company et de Baladna Company, qui connaissent actuellement une vague de hausse.

TUNISIE

Le taux d'inflation
se replie à 7% en
juillet 2024

L'inflation en Tunisie s'est replié à 7% en juillet 2024 contre 7,3% au mois de Juin, a indiqué l'Institut national de la statistique dans son bulletin mensuel publié mardi . Ce recul de l'inflation, malgré une hausse mensuelle de 0,4 % des prix à la consommation enregistrée en juillet, est dû à la décélération du rythme d'augmentation des prix entre juillet et juin de cette année comparé à la même période de l'année dernière, selon l'INS qui indique qu'un fléchissement est observé au niveau du rythme annuel d'augmentation des prix du groupe " produits alimentaires " de 10,1% en juin 2024 à 9,4% au mois de juillet 2024. En revanche, le rythme d'augmentation des prix du groupe " loisirs et culture " a observé une accélération enregistrant une augmentation de 5,4% au mois de juin 2024 à 5,7% au mois de juillet 2024.

EN RENFORÇANT SES LIENS AVEC LA CHINE

Riyad développe ses
exportations non-pétrolières

L'Arabie saoudite a exporté des biens non pétroliers d'une valeur de 2,23 milliards de SR (594 millions de dollars) en mai, soit une augmentation de 19,25 % par rapport au mois précédent, selon des données officielles.

Selon l'Autorité générale des statistiques, la Chine était la troisième destination des produits non pétroliers de l'Arabie saoudite en mai, derrière les Émirats arabes unis et la Chine, qui ont reçu des marchandises d'une valeur de 6,06 milliards de SR et de 3,62 milliards de SR, respectivement.

Le renforcement du secteur privé non pétrolier et l'exportation de ces produits vers des pays comme la Chine sont essentiels pour l'Arabie saoudite, car le Royaume poursuit progressivement sa diversification économique en réduisant sa dépendance à l'égard du pétrole.

Le rapport a révélé que la Chine était également la première destination des exportations globales de l'Arabie saoudite, le Royaume ayant envoyé des cargaisons d'une valeur de 15,91 milliards de roupies.

En mai, le pétrole était la principale exportation de l'Arabie saoudite vers la Corée du Sud, avec des expéditions totalisant 13,68 milliards de roupies.

Selon les dernières données, l'Arabie saoudite a exporté des produits en plastique et en caoutchouc d'une valeur de 876,9 millions de SR vers la Chine, suivis par les produits chimiques avec 851,8 millions de SR.

En mai, le Royaume a également exporté des produits minéraux d'une valeur totale de 313,4 millions de SR vers la Chine, tandis que les expéditions de minéraux de base se sont élevées à 103,7 millions de SR.

La Chine était également le principal partenaire d'importation de l'Arabie saoudite en mai, avec des expéditions entrantes en provenance de la nation asiatique s'élevant à 17,55 milliards de SR, ce qui représente une augmentation de 22 pour cent par rapport à avril.

Selon GASTAT, la Chine a été suivie par les

États-Unis et les Émirats arabes unis, le Royaume ayant importé des marchandises d'une valeur de 6,56 milliards de SR et de 4,54 milliards de SR, respectivement, en provenance de ces pays.

L'autorité a révélé que l'Arabie saoudite a importé de Chine des équipements mécaniques et des pièces électriques d'une valeur de 8,23 milliards de SR en mai.

Le Royaume a également importé du matériel de transport et des métaux de base d'une valeur de 2,68 milliards de SR et de 1,61 milliard de SR, respectivement, en mai.

Les importations chinoises vers le Royaume comprenaient également des antiquités et des œuvres d'art d'une valeur de 961,8 millions de SR, suivies par des produits en plastique d'une valeur de 806,7 millions de SR et des produits textiles d'une valeur de 792,4 millions de SR.

En mai, l'Arabie saoudite a également importé des produits chimiques pour une valeur de 479,5 millions de SR, tandis que le Royaume a reçu des cargaisons de cuir, de fourrure et de sacs à main en provenance de Chine pour un montant de 118,4 millions de SR.

Une relation en plein essor

L'Arabie saoudite et la Chine entretiennent de solides relations bilatérales depuis plusieurs années. Le Royaume est le plus grand partenaire commercial de la Chine au Moyen-Orient depuis 2001, et le commerce bilatéral entre les deux nations atteindra 107,23 milliards de dollars en 2023.

Le Royaume et la Chine sont des partenaires stratégiques dans divers secteurs, notamment l'énergie et la finance, ainsi que dans le cadre

de l'initiative "Belt and Road".

Selon le gouvernement chinois, un baril de pétrole brut sur six importé par la Chine provient d'Arabie saoudite, tandis que chaque riyal saoudien sur chaque SR7 des recettes d'exportation du Royaume provient de la nation asiatique.

En mai, le ministre saoudien des finances, Mohammed Al-Jadaan, a fait l'éloge de la coopération économique et commerciale entre les deux pays, déclarant que les deux pays avaient maintenu une communication coopérative positive dans le cadre du sous-comité économique et financier du comité mixte sino-saoudien de haut niveau.

M. Al-Jadaan a également noté que le commerce bilatéral entre les deux pays a été multiplié par 31 depuis 1990, ajoutant que les investissements chinois en Arabie saoudite ont également connu une croissance rapide ces dernières années, ce qui fait de la nation asiatique un partenaire important pour le pays arabe dans la réalisation de sa vision de la transformation économique.

Alors que les relations diplomatiques et économiques entre l'Arabie saoudite et la Chine se développent, la Banque centrale du Royaume, également connue sous le nom de SAMA, et la Banque populaire de Chine ont signé en novembre 2023 un accord de swap en monnaie locale d'une valeur de 26 milliards de SR (6,93 milliards de dollars).

Après la signature de l'accord, la SAMA a déclaré que l'accord contribuerait à renforcer la coopération financière entre l'Arabie saoudite et la Chine, à promouvoir l'utilisation des monnaies locales et à renforcer le commerce et les investissements entre les deux pays.

IRAK

Les fermiers innovent pour sauver
la production de riz

M. Joufi fait partie des fermiers qui reçoivent le soutien du ministère de l'Agriculture pour sauver la production locale.

« Chaque parcelle de terre »

Les méthodes innovantes consistent à associer des semences de riz résistantes à des systèmes d'irrigation modernes. Sous le soleil brûlant et par une température frôlant les 50 degrés Celsius, M. Joufi marche dans son champ boueux d'un hectare, s'arrêtant pour relancer des arroseurs défectueux.

Maintenant, se réjouit-il, il suffit "d'une seule personne pour ouvrir les arroseurs et l'eau atteint chaque parcelle de terre". Selon des experts, l'utilisation d'arroseurs et l'irrigation au goutte-à-goutte permettent de réduire de 70% la quantité d'eau requise pour la pratique traditionnelle. A l'échelle du pays, celle-ci nécessite généralement entre 10 et 12 milliards de mètres cubes d'eau au cours d'une période de culture d'environ cinq mois. D'après le ministère de l'Agriculture irakien, la superficie des rizières a diminué au cours des dernières années de sécheresse, passant de plus de 30.000

hectares à 5.000 en 2023.

Les efforts pour relancer la production portent aussi sur l'utilisation de nouveaux types de semences, qui résistent à la sécheresse et consomment moins d'eau, explique l'expert agricole, Abdel Kazem Jawad Moussa. Cinq types différents sont testés, dans l'espoir de trouver la meilleure combinaison.

Evaluation à venir

L'an dernier, un génotype dérivé du très prisé riz ambré irakien et des semences de riz au jasmin d'Asie du Sud ont donné de bons résultats lorsqu'ils étaient cultivés avec de petits arroseurs. Les experts les ont proposés à des agriculteurs comme M. Joufi.

"A la fin de la saison, nous ferons des recommandations", précise M. Moussa. Outre la sécheresse, les autorités accusent les barrages en amont construits par les voisins de l'Irak, Iran et Turquie, d'avoir considérablement réduit le niveau des eaux du Tigre et de l'Euphrate, qui irriguent le pays depuis des millénaires.

RDC

424 millions \$ d’aide des USA en réponse à la crise humanitaire

Selon les Nations Unies, les conflits, les déplacements internes, les catastrophes naturelles et les épidémies récurrentes en RDC ont engendré 5,7 millions de déplacés internes, aggravant la crise humanitaire.

La République démocratique du Congo (RDC) va bénéficier d’une aide humanitaire de près de 424 millions de dollars des Etats-Unis, en réponse à la crise humanitaire et sanitaire qui sévit dans le pays. L’annonce a été faite par l’Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID), le mercredi 7 août 2024. Cette aide comprend 414 millions de dollars destinés à répondre aux besoins humanitaires dus aux conflits et aux déplacements des populations. De cette enveloppe, plus de 170 millions de dollars proviennent de la Commodity Credit Corporation du ministère américain de l’Agriculture. Ces fonds seront utilisés par l’USAID pour

acheter, expédier et distribuer les surplus de produits agricoles auprès des agriculteurs américains, fournissant ainsi une aide alimentaire vitale en RDC. En outre, 10 millions de dollars seront consacrés à la lutte contre l’épidémie de mpox (variole du singe), avec un don de 50 000 vaccins pour contenir la propagation de la maladie. Des mesures de protection de l’enfance et de prévention de la violence basée sur le genre sont également incluses dans cette aide. La RDC traverse une crise humanitaire et sanitaire, exacerbée par une combinaison de conflits armés, d’insécurité alimentaire et de maladies. Selon les Nations Unies, plus de 25 millions de personnes en

RDC sont en situation d’insécurité alimentaire cette année. Les conflits, les déplacements internes, les catastrophes naturelles et les épidémies récurrentes ont engendré 5,7 millions de déplacés internes. En réponse à cette situation, les USA ont déjà engagé plus de 256 millions de dollars d’aide sanitaire pour l’année en cours, à travers des programmes bilatéraux. Ces initiatives ont permis à plus de sept millions de personnes de recevoir des traitements vitaux contre des maladies telles que la tuberculose, le VIH et le paludisme. Avec cette nouvelle aide, le soutien total des Etats-Unis en faveur de la RDC s’élève à plus de 838 millions de dollars pour l’année fiscale 2024.

FONDS D’AFRICAN INFRASTRUCTURE INVESTMENT MANAGERS Clôturé à 748 millions \$

Le fonds se concentre sur les domaines de la numérisation, la transition énergétique, la mobilité et la logistique. Il cible prioritairement des pays ayant un important potentiel économique dont l’Afrique du Sud, le Kenya, le Nigeria, la Côte d’Ivoire et l’Egypte. Le gestionnaire de fonds African Infrastructure Investment Managers (AIIM) a annoncé, dans un communiqué publié le mardi 6 août 2024, la clôture finale de son quatrième fonds panafricain, African Infrastructure Investment Fund 4 (AIIF4), à 748 millions de dollars. Outre ce montant qui dépasse l’objectif initial visé de 50%, 206 millions de dollars supplémentaires ont été approuvés pour des co-investissements, a-t-on précisé de même

source. Au total, 29 investisseurs se sont engagés à injecter des capitaux dans le fonds, dont environ 25 % sont basés en Afrique, 42 % dans les pays membres de l’Union européenne et au Royaume-Uni, 14 % au Canada et aux Etats-Unis, et 17 % du Moyen-Orient et en Asie. Ces investisseurs comprennent notamment des fonds de pension, des compagnies d’assurance, des fonds souverains, des gestionnaires d’actifs, des family offices et des institutions de financement du développement. Plus de la moitié des capitaux ont été apportés par de nouveaux investisseurs, dont beaucoup ont fait leur première allocation au secteur des infrastructures africaines en

s’engageant dans AIIF4, ce qui témoigne d’un fort soutien à la stratégie thématique du fonds. « Nous avons vu de nombreux nouveaux investisseurs cherchant à diversifier leurs allocations d’investissement dans de nouveaux marchés qu’ils considèrent comme offrant un fort potentiel de croissance à long terme, ainsi que des investissements avec des stratégies de durabilité et d’impact bien définies », a déclaré Paul Frankish, responsable des initiatives stratégiques chez AIIM, cité dans le communiqué. Et d’ajouter : « ces investisseurs ont tous cherché à entrer en Afrique, en tant que nouveau marché à fort potentiel de croissance et d’impact, aux côtés d’AIIM en raison de notre longue expérience dans la région et

de notre forte présence locale sur le terrain ». AIIF4, qui a effectué son premier closing en juin 2022, cible des actifs d’infrastructures dans trois principaux domaines, en l’occurrence la numérisation, la transition énergétique, la mobilité et la logistique. Il se concentre sur des marchés spécifiques tels que l’Afrique du Sud, le Maroc, le Kenya, le Nigeria, le Ghana, la Côte d’Ivoire, le Sénégal et l’Egypte. Fondé en 2000 par Macquarie Group et Old Mutual Investment Group, AIIM a déjà levé plus de 4 milliards de dollars pour huit fonds, et réalisé plus de 70 investissements sur le continent.

COTON

La chute du Naira nigérian entretient l’espoir d’une embellie de la production au Cameroun au 3^e trimestre 2024

Après la baisse d’activités observée dans la filière au Cameroun au cours du 2^e trimestre 2024, le test prévisionnel de conjoncture publié par la Beac, la banque centrale des États de la Cemap (Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, Tchad et RCA), annonce une embellie dans la production cotonnière dans le pays à fin septembre 2024. Cette prévision optimiste est portée par des facteurs aussi bien internes qu’externes, apprend-on. Parmi les facteurs externes, la banque centrale des pays de la Cemap cite la situation monétaire qui prévaut au Nigeria. En effet, ce géant d’Afrique de l’Ouest si-phonne généralement une bonne partie de la production cotonnière camerounaise. De bonnes sources, bien que recevant des intrants de la Société de développement du coton (Sodecoton), en

échange de la vente de leur production au mastodonte de la production cotonnière au Cameroun, les producteurs camerounais n’hésitent pas souvent à écouler leur production vers le Nigeria, en raison des prix d’achat aux producteurs très attractifs. Ce qui cause souvent d’importants manques à gagner à la Sodecoton, mais aussi des pertes de production pour le Cameroun. Au 3^e trimestre 2024, l’espoir que ce phénomène soit atténué est entretenu par « la révision à la hausse de la taxe d’exportation de la fibre à 2% en 2023, contre 1% en 2022, et la chute du Naira », la monnaie nigériane, souligne le test prévisionnel de conjoncture de la Beac. En effet, souligne le Centre d’étude et de réflexion sur le monde francophone (Cermf), au début de cette année 2024, suite à une nouvelle dévaluation du Naira, la valeur

de cette monnaie s’est effondrée de 40%. De ce fait, à la date du 21 juin 2024, révèle la même source, le Naira nigérian valait « 2 282 fois moins par rapport au dollar américain, que lors de sa création début 1973 », engendrant une baisse drastique du pouvoir d’achat des détenteurs de cette monnaie. À côté de la conjoncture économique morose au Nigeria, des facteurs internes sont également cités pour soutenir l’argument d’une amélioration de la production cotonnière au Cameroun à fin septembre 2024. Il s’agit notamment, apprend-on, « de l’amélioration du climat de confiance avec le groupement des producteurs, de la disponibilité des intrants à temps malgré leur coût encore élevé, et de l’introduction des nouvelles variétés de semences avec de meilleurs rendements ».

SÉNÉGAL

Le gouvernement exige des tarifs télécoms plus abordables

Le gouvernement veut généraliser l’accès des Sénégalais aux services de télécommunications. Il multiplie les initiatives pour adapter lesdits services au pouvoir d’achat de la population. Une baisse des tarifs a été annoncée en juin. Alioune Sall, ministre sénégalais de la Communication, des Télécommunications et de l’Economie numérique, a demandé aux opérateurs télécoms de faire davantage d’efforts pour réduire les coûts d’accès à leurs services. C’était lors de la cérémonie d’ouverture des journées de concertation sur la régulation des communications électroniques qui se tiennent du jeudi 8 et au vendredi 9 août à Dakar. Le ministre a demandé à l’Autorité de régulation des télécommunications et des postes (ARTP) « d’asseoir une régulation tarifaire à même de concilier l’équilibre du secteur avec des prestations de qualité pour des communications électroniques accessibles ». Un accent particulier a été mis sur l’accès à Internet, « devenu incontournable dans les produits de consommation des ménages ». Cet appel de M. Sall intervient dans un contexte où les consommateurs télécoms sénégalais se plaignent régulièrement de la cherté des services fournis par les opérateurs. Au cours de la cérémonie d’ouverture, Massokhna Kane, président de SOS Consommateurs, une association de défense des droits des consommateurs, a demandé la revue des tarifs en permanence, ainsi que leur adaptation au pouvoir d’achat des consommateurs. Un Front contre la cherté des coûts de connexion (F4C) à Internet a d’ailleurs vu le jour dans le pays le 10 mai. L’appel pour des services télécoms abordables et de qualité cadre avec les efforts du gouvernement pour généraliser l’utilisation des TIC et accélérer son ambition de faire du Sénégal une référence en matière de transformation numérique en Afrique d’ici 2029. En juin dernier, l’exécutif avait déjà annoncé une baisse des coûts pour les appels et Internet. Des tarifs abordables devraient contribuer à améliorer l’adoption et l’usage des services télécoms au Sénégal. Selon les données de l’ARTP, le pays comptait 22,9 millions d’abonnés à la téléphonie mobile et 20,7 millions d’abonnés à l’Internet au 31 mars. Si les taux de pénétration de ses deux services sont au-dessus de 100 %, les chiffres réels devraient être moins importants en raison du phénomène de multi-SIM.

POINT MARCHÉS

L'Europe finit dans le vert une semaine tumultueuse

Les principales Bourses européennes ont terminé en hausse vendredi au dernier jour d'une semaine tumultueuse marquée par des craintes sur l'économie américaine et la vigueur du yen.

À Paris, le CAC 40 a fini sur un gain de 0,31% à 7.269,71 points. Le Footsie britannique a avancé de 0,28% et le Dax allemand a grappillé 0,12%. L'indice EuroStoxx 50 a progressé de 0,05%, le FTSEurofirst 300 de 0,57% et le Stoxx 600 de 0,57% également. Ce dernier indice a été tiré notamment par les ressources de base (+0,6%) et l'immobilier (+1,77%), qui lui ont permis d'effacer toutes les pertes subies en début de semaine. Sur l'ensemble de la semaine, le Stoxx 600 a ainsi gagné 0,27% et le CAC 40 0,24%. Au moment de la clôture en Europe, le Dow Jones grignote 0,04%, le Standard & Poor's 500 0,18% et le Nasdaq 0,06% après être tous passés brièvement en territoire négatif. Au terme d'une séance hésitante, faute de nouveaux catalyseurs, les indices boursiers en Europe ont également alterné un pied dans le rouge, un autre dans le vert avant de clôturer sur une note positive, signe de la prudence des investisseurs. Les indices de la volatilité à Wall Street et sur l'EuroStoxx, bien qu'en repli, restent à des niveaux élevés, autour respectivement de 22 et 20 points. Après les chiffres des demandes d'allocation au chômage aux Etats-Unis qui ont en partie rassuré sur l'économie américaine alors qu'une récession imminente était redoutée depuis le début de la semaine, le marché attend de nouveaux indicateurs macroéconomiques prévus la semaine prochaine. Les prix à la consommation et les ventes au détail aux

Etats-Unis doivent notamment raviver la thèse d'un atterrissage en douceur de l'économie américaine et d'un reflux de l'inflation au risque de décevoir. Au Japon, où est partie également la récente crise des marchés après la flambée soudaine du yen, les chiffres préliminaires de la croissance économique du deuxième trimestre dans l'archipel, prévus mercredi, sont également attendus.

VALEURS EN EUROPE

Eutelsat a reculé de 2,12% après avoir fait état de perspectives jugées faibles malgré une hausse de son chiffre d'affaires annuel. Le fournisseur de logiciels Esker a grimpé de 9,24% après une information selon laquelle Bridgepoint (+0,51%) pourrait mettre la main sur le groupe lyonnais. LEG Immobilien, l'un des plus grands groupes immobiliers cotés en Allemagne, a bondi de 5,45% après avoir publié une perte nette au deuxième trimestre inférieure à celle de l'année précédente, dans un contexte de crise du secteur. Generali a cédé 1,90% après la publication de ses résultats du premier semestre marqués par une faible performance du segment de l'assurance de biens et de dommages (P&C).

LES INDICATEURS DU JOUR

Seule statistique majeure du jour, l'inflation en Allemagne s'est établie à 2,6% sur un an

en juillet, selon Destatis, confirmant la première estimation de cet indice.

CHANGES

L'indice dollar recule de 0,12% face à un panier de devises de référence mais reste proche d'un plus haut d'une semaine, autour de 103 points. L'euro grignote 0,06% à 1,0925 dollar, tandis que la livre sterling s'échange à 1,2746 dollar, en hausse de 0,20%.

TAUX

Le rendement du Bund allemand à dix ans a fini vendredi en repli de 4,8 points de base, à 2,223%, mais affiche sur l'ensemble de la semaine un gain d'environ 6 points, signe

d'un retour au calme sur les marchés. Aux Etats-Unis, celui des Treasuries à dix ans cède 6,5 points de base, à 3,9321%, alors que les marchés monétaires estiment à 54,5% la probabilité que la Fed réduise ses taux de 50 points de base en septembre, selon le baromètre FedWatch de CME.

PÉTROLE

Le reflux des craintes sur la demande de brut profite au pétrole qui est en passe d'enregistrer un gain hebdomadaire de plus de 3%. A la clôture des Bourses en Europe, le Brent avance de 0,52% à 79,56 dollars le baril et le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) de 0,60% à 76,65 dollars le baril.

Les Bourses asiatiques rebondissent dans le sillage de Wall Street

Les Bourses asiatiques repartaient à la hausse vendredi dans la matinée, emboîtant le pas de Wall Street où les investisseurs ont manifesté leur soulagement après des chiffres de l'emploi allégeant les inquiétudes quant à l'économie américaine. A Tokyo, l'indice vedette de la capitale nippone gagnait 1,63% à 34.400,59 points vers 01H00 GMT, et l'indice élargi Topix prenait 1,65% à 2.502,32 points. Les Bourses chinoises étaient également dans le vert vendredi vers 02H00 GMT. L'indice Hang Seng de Hong Kong prenait 1,28% à 17.107,49 points, tandis que l'indice composite de Shanghai bondissait de 0,30% à 2.878,51 points, et l'indice composite de Shenz-

hen de 0,46% à 1.571,44 points. La Bourse de New York a terminé en nette hausse jeudi, trouvant du réconfort dans les chiffres des demandes hebdomadaires d'allocations chômage aux Etats-Unis, en recul plus fort qu'attendu la semaine dernière. Après être remonté la veille, le dollar reflua à 147,42 yens vers 01H00 GMT, contre 147,66 yens jeudi à 21H00 GMT. L'euro baissait aussi à 160,93 yens contre 161,22 yens la veille, et valait 1,0915 dollar contre 1,0919 dollar jeudi. Les cours du pétrole reculaient: le baril de WTI américain perdait 0,16% à 76,07 dollars et celui de Brent de la mer du Nord lâchait 0,16% à 79,03 dollars vers 00H50 GMT.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 08 Août 2024					
Valeur : 12 Août 2024					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.4820	134.4970
1	EUR	EURO		147.0830	147.1128
1	GBP	POUND STERLING		170.7925	170.8332
100	JPY	JAPANESE YEN		92.1488	92.1654
1	CNY	CHINESE YUAN		18.7706	18.7740
1	CHF	SWISS FRANC		156.5018	156.5922
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		97.8763	97.8943
1	DKK	DANISH KRONE		19.7118	19.7149
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.8370	12.8410
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.4237	12.4285
1	AED	UAE DIRHAM		36.6117	36.6197
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8284	35.8362
1	KWD	KUWAITI DINAR		439.4837	439.6764
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.3009	43.7361
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.6780	13.6795
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.4733	27.6141
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3867	3.3972
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		179.3250	179.3250

BOURSE DE NEW YORK

Soulagée, Wall Street reprend de l'élan

La Bourse de New York a poussé un soupir de soulagement jeudi, après les turbulences du début de semaine, et a repris de l'élan, favorisée par un bon indicateur sur l'emploi aux Etats-Unis. L'indice Dow Jones a gagné 1,76% à 39.446,49 points, le

Nasdaq, à dominante technologique, a bondi de 2,87% à 16.660,02 points et le S&P 500 a grimpé de 2,30%, signant sa meilleure séance depuis 2022, à 5.319,31 points. Les demandes hebdomadaires d'allocations chômage aux Etats-Unis, publiées peu

avant l'ouverture du marché boursier, ont reculé plus que prévu la semaine dernière, pour s'établir à 233.000 contre 240.000 attendus. Ce signe de bonne tenue du marché de l'emploi a permis de dissiper les inquiétudes des investisseurs quant aux risques de réces-

sion aux Etats-Unis. Sur le marché obligataire, les taux à dix ans ont remonté, reflétant une moindre inquiétude quant à une récession. Ils se situaient à 3,98% vers 20H10 GMT, contre 3,94% la veille, au plus haut depuis l'annonce le 2 août d'une accélération du chô-

mage aux Etats-Unis qui avait commencé à secouer les marchés. Aidant à calmer les échanges, le yen japonais, dont l'appréciation brutale avait été un facteur dans la panique de lundi, faiblissait face au dollar à 147,13 yens (-0,31%) pour un dollar.

BOURSE DE TOKYO

Le Nikkei rebondit nettement à l'ouverture après une chute de12% la veille

La Bourse de Tokyo démarrait en fort rebond mardi après une chute historique la veille sur fond de craintes d'une récession aux Etats-Unis et de forte remontée du yen dans la foulée d'un resserrement monétaire au Japon. L'indice vedette Nikkei, après avoir dévié de 12,4% la veille, grimpait de 7,38% à 33.780,37 points

vers 00H10 GMT et l'indice élargi Topix gagnait 7,25% à 2.388,83 points. La place tokyoïte a vécu un "lundi noir" la veille, subissant la plus forte dégringolade en points de son histoire en raison de l'effet combiné du ralentissement de l'économie américaine et du dénouement d'un mouvement de spéculation dit de "carry trade" sur le yen. Le

"carry trade" consiste à emprunter de l'argent dans la monnaie d'un pays dont la banque centrale pratique des taux faibles pour l'investir dans une devise aux rendements plus élevés. Le yen n'avait pas connu une telle appréciation sur une séance depuis décembre, lorsque les spéculations sur la fin des taux négatifs de la BoJ allaient bon

train. Les marchés mondiaux ont emboîté le pas de Tokyo, le Dow Jones de Wall Street voyant sa pire séance depuis 2022. Le dollar remontait à 145,93 yens vers 00H10 GMT, contre 144,18 yens lundi à 21H00 GMT. L'euro progressait aussi à 159,76 yens contre 157,90 yens la veille, et valait 1,0948 dollar contre 1,0952 dollar lundi.

EN ÉCONOMIE DE GUERRE

La Russie affiche toujours une croissance insolente

Le Produit intérieur brut de la Russie a augmenté de 4% sur un an au deuxième trimestre, a annoncé vendredi l'agence nationale des statistiques Rosstat. Un chiffre moins bon que celui du premier trimestre mais qui reste bien meilleur que ceux des Européens.

Le Produit intérieur brut de la Russie a augmenté de 4% sur un an au deuxième trimestre, a annoncé vendredi l'agence nationale des statistiques Rosstat, sur fond d'accélération de l'inflation soutenue par l'explosion des commandes militaires. Ce chiffre est en retrait par rapport au premier trimestre (+5,4%), mais il marque toutefois une croissance non négligeable, dont se vante la Russie qui estime avoir fait échouer les sanctions occidentales adoptées en représailles de l'assaut sur l'Ukraine en 2022.

Une économie dopée par la Défense

Depuis plus de deux ans, l'effort de guerre est devenu le principal moteur de l'économie russe. Pour 2024, le budget de la Défense et de la sécurité dans son ensemble s'élève à environ 8,7% du PIB, selon le président Vladimir Poutine. Signe de la réorganisation de l'économie autour des besoins de l'armée, plus d'un demi-million de Russes, selon des chiffres officiels, ont rejoint l'industrie de Défense depuis 2022 pour répondre à la demande. Et Vladimir Poutine a nommé en mai à la tête de l'important ministère de la Défense un économiste sans expérience militaire, Andreï Belousssov, dont la mission est d'optimiser les dépenses colossales de l'armée, où la corruption reste un problème endémique.

Inflation record

Tirée d'un côté par la forte hausse des commandes militaires pour soutenir l'assaut en Ukraine, de l'autre par les importantes primes versées aux soldats et à leurs familles, cette croissance alimente depuis de nombreux mois une spirale inflationniste, qui inquiète les autorités. En juillet, la hausse des prix a atteint

9,13%, selon Rosstat, amputant toujours plus le pouvoir d'achat des Russes, déjà impacté par les sanctions. C'est le niveau le plus élevé depuis février 2023 et bien loin de l'objectif de 4%. « Cibler l'inflation est une des priorités », a martelé à la presse fin juillet le porte-parole de la présidence russe, Dmitri Peskov, sans toutefois que le gouvernement n'arrive à ce stade à enrayer le phénomène. C'est dans cette optique que la Banque centrale russe (BCR) a relevé fin juillet son taux directeur de 16% à 18% et révisé à la hausse sa prévision d'inflation en fin d'année, désormais attendue entre 6,5 et 7%.

Les dirigeants russes inquiets

Cette décision a été accueillie froidement par les dirigeants d'entreprise, qui estiment qu'elle pourrait ralentir la croissance. Autre caillou dans le pied des dirigeants russes, les difficultés croissantes des sociétés à effectuer des paiements vers l'étranger, du fait des sanctions occidentales. Car après avoir mis en place plusieurs paquets de restrictions dont l'efficacité semble s'épuiser avec le temps, les Occidentaux, Etats-Unis en tête, tentent de faire pression sur les pays accusés d'aider la Russie à contourner les sanctions, comme la Turquie, les Emirats arabes unis, ou encore la Chine, alliée diplomatique de Moscou avec qui les échanges commerciaux ont explosé depuis 2022. « Les risques de sanctions secondaires ont vraiment augmenté » pour les entreprises étrangères qui commercent avec la Russie, a récemment alerté la cheffe de la BCR, Elvira Nabioullina, selon qui ces blocages peuvent provoquer une augmentation du prix des marchandises importées, entraînant encore davantage l'inflation à la hausse. Parallèlement, les pénuries de main d'oeuvre dans de

nombreux secteurs, causés par les départs d'hommes au front et l'exil à l'étranger de centaines de milliers d'autres notamment pour fuir la mobilisation annoncée à l'automne 2022, continuent de peser sur le rendement des entreprises.

La croissance européenne toujours proche de 0

De leur côté, les Européens font face à une activité fortement ralentie par la hausse des taux de la Banque centrale européenne qui s'affichent sur une fourchette entre 3,75% et 4,5% depuis la baisse de la réunion de juin. La croissance économique de la zone euro a cependant été un peu plus élevée que prévu au deuxième trimestre avec un PIB en hausse de 0,3% par rapport aux trois mois précédents, confirmant son rebond depuis janvier, a annoncé fin juillet Eurostat. D'autant que les analystes interrogés par Bloomberg et Factset s'attendaient en moyenne à un léger ralentissement de la croissance à 0,2% entre avril et juin. Au premier trimestre, la zone euro avait déjà affiché une progression du PIB de 0,3%, s'extirpant de la stagnation enregistrée au deuxième semestre de l'an dernier (0%). Pour l'ensemble de l'Union européenne, la croissance a également conservé au deuxième trimestre son rythme de 0,3% atteint en début d'année. Quant à la France, le PIB a atteint 0,3%, une hausse plus forte que celle anticipée par l'INSEE. L'activité économique a été soutenue par le commerce extérieur et un rebond des investissements des entreprises. Cette première estimation de la croissance est également supérieure à la prévision de l'Insee d'une hausse de 0,1% par rapport au premier trimestre. La Banque de France s'était montrée plus optimiste, avec une anticipation de 0,3% conforme au niveau de croissance effectif.

AUX ÉTATS-UNIS

Stellantis va supprimer près de 2500 emplois dans une usine du Michigan

Le constructeur automobile franco-italo-américain a annoncé vendredi l'arrêt de la production du pick-up d'entrée de gamme Ram 1500 Classic, fabriqué dans cette usine. Le constructeur automobile franco-italo-américain Stellantis a annoncé vendredi l'arrêt de la production du pick-up d'entrée de gamme Ram 1500 Classic, fabriqué dans une usine du Michigan

(nord), ce qui pourrait entraîner la suppression de près de 2500 emplois à partir d'octobre. « Avec l'introduction du nouveau Ram 1500, la production du Ram 1500 Classic à l'usine d'assemblage de pick-up de Warren (Michigan) va être arrêtée d'ici la fin de l'année », a expliqué le groupe dans un communiqué. La chaîne d'assemblage va donc passer à une seule vacation quotidienne, au lieu de deux

actuellement, et ne plus fabriquer que les quatre versions de la famille du Jeep Wagoneer sortant déjà de cette usine. En revanche, les autres activités du complexe de la Warren Truck Plant - comme la peinture - vont continuer de fonctionner avec un roulement de deux vacations, a précisé le constructeur. Selon la page internet consacrée à cette usine sur le site de Stellantis, elle employait

en juin 3583 personnes dont 3358 étaient payées à l'heure et couvertes par une convention collective négociée avec le syndicat United Auto Workers (UAW). Sollicité par l'AFP, l'UAW n'a pas réagi dans l'immédiat. Un maximum de 2450 personnes devraient être licenciées, à partir du 8 octobre, en conséquence de cet arrêt de production du Ram 1500 Classic. L'usine de Warren produit des

pick-up depuis 1938, en particulier celle du Ram 1500 depuis 1993 mais elle a aussi fabriqué le Dodge Dakota et le Mitsubishi Raider, précise le site. Une troisième vacation, créant un millier d'emplois, avait été ajoutée en mars 2013 mais la nouvelle génération du Ram 1500 ayant été déplacée à l'usine de Sterling Heights (Michigan), la chaîne était repassée à deux rotations courant 2018.

FRANCE

La croissance portée par les Jeux olympiques

La Banque de France a indiqué, ce vendredi, que le produit intérieur brut (PIB) pourrait progresser de près de 0,5% au troisième trimestre. Une croissance meilleure qu'au deuxième trimestre et qui serait essentiellement portée par les jeux de Paris 2024. Un coup de pouce pour l'économie qui reste flou et conjoncturelle a tout de même rappelé l'institution. Les Jeux olympiques et paralympiques en renfort de la croissance française: la Banque de France a indiqué ce vendredi

anticiper « une hausse significative » du produit intérieur brut (PIB) au troisième trimestre, qui pourrait progresser jusqu'à près de 0,5% dans un climat d'incertitude politique. Après avoir crû de 0,3% au deuxième trimestre, l'activité économique enregistrerait une augmentation de 0,1% à 0,2% entre juillet et septembre. S'y ajouterait « l'impact transitoire » des Jeux, « de l'ordre d'un quart de point », soit 0,25%, a détaillé la banque centrale dans son enquête mensuelle de conjoncture.

A noter, les retombées positives sur le trimestre du plus grand événement sportif au monde incluent la vente de billets et de droits de diffusion audiovisuelle, le surcroît d'activité des entreprises de transports, de l'hébergement-restauration et de celles participant à l'organisation des Jeux (comme les fournisseurs, la sécurité, etc.) ou encore les primes versées aux agents publics, selon la Banque de France. Elles n'intègrent pas les effets antérieurs liés à la préparation des JO, comme la construction des

infrastructures, ni les possibles retombées futures, en termes de tourisme notamment. De son côté, l'Institut national de la statistique (Insee) avait estimé début juillet que l'accueil des Jeux olympiques (26 juillet-11 août) et paralympiques (28 août-8 septembre) par la France devrait apporter 0,3 point supplémentaire de croissance, laquelle atteindrait au total 0,5% au troisième trimestre. Elle table ensuite sur une contraction du PIB de 0,1% au quatrième trimestre.

MONNAIES

Le dollar se stabilise, le yen tient bon dans un marché des changes apaisé

Le dollar était stable vendredi tandis que le yen restait relativement ferme, dans un marché des changes apaisé, après la publication d'un indicateur économique aux États-Unis tempérant les craintes de récession pour la première économie mondiale. Vers 18H20 GMT, le billet vert stagnait par rapport à l'euro qui cotait 1,0919 dollar pour un euro comme la veille. Le yen grimpaît de 0,37% à 146,68 yens pour un dollar face au billet vert et de 0,37% face à la monnaie unique à 160,17 yens. « À première vue, c'est le retour à la normale », a commenté Shaun Osborne de Scotiabank après une semaine de variations vertigineuses pour le yen notamment. L'analyste soulignait toutefois que les tensions du marché restent « évidentes juste sous la surface ». Selon lui, « la marge de progression du dollar est limitée alors que l'inquiétude persiste que la Réserve fédérale (Fed) soit en retard sur la courbe », c'est-à-dire sur son calendrier de première baisse de taux alors que l'économie américaine avait donné des signes d'essoufflement la semaine dernière. Mais les marchés ont été rassurés par les demandes hebdomadaires d'allocations chômage aux États-Unis, qui ont reculé plus que prévu la semaine dernière, à 233.000, selon les chiffres publiés jeudi, contre 240.000 attendus. Les données « ont montré une baisse plus importante que prévu des demandes d'allocations de chômage aux États-Unis, apaisant ainsi les craintes que la plus grande économie du monde ne se dirige vers une récession », a indiqué Patrick Munnely, de Tickmill. Ce soutien est cependant compensé par le retour des attentes de « plusieurs réductions des taux d'intérêt dans les mois à venir » de la Réserve Fédérale américaine (Fed), tempère Patrick Munnely. « Lundi, le yen avait atteint son plus haut niveau depuis sept mois, ce qui a provoqué l'effondrement des positions de carry trade », rappelle Patrick Munnely. Une opération de de « carry trade » consiste à emprunter de l'argent dans une monnaie dont la banque centrale pratique des taux faibles pour l'investir dans une devise aux rendements plus élevés.

La Chine saisit l’OMC face aux décisions de l’Europe



Dans le cadre des droits de douane imposés par l'Union européenne aux voitures électriques produites en Chine, le ministère chinois du commerce a officiellement déposé une plainte auprès de l'OMC. Suite à une enquête très poussée sur de possibles subventions « illégales » accordées par l'état chinois à ses constructeurs nationaux pour favoriser les exportations de voitures électriques en Europe où elles sont commercialisées à des tarifs très attractifs, l'Union européenne a décidé d'imposer des droits de douane supplémentaires aux marques chinoises, variant selon le degré de collaboration de ces dernières avec les enquêteurs. Une démarche qui irrite le ministère chinois du commerce. Ce dernier estime que les sanctions imposées par l'Europe manquent de "fondement factuel et juridique" et "sapent la coopération mondiale en matière de lutte contre le changement climatique".

Plainte à l’OMC

Face à cette décision de l'UE, la Chine a donc déposé officiellement une plainte auprès de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) le 9 août 2024 avec la volonté de « sauvegarder les droits de développement et les intérêts de l'industrie des véhicules électriques ». Selon un porte-parole du ministère chinois du commerce, la Chine demande à l'UE de « corriger » sa faute – des sanctions infligées sans base factuelle et juridique suffisante – afin de sauvegarder la coopération économique et commerciale entre les deux entités géopolitiques. Sans révision de la part des instances européennes, leurs homologues chinoises menacent de prendre des mesures de rétorsion à l'encontre des agriculteurs et des aviateurs européens, et a lancé une enquête antidumping visant l'industrie française des spiritueux.

Que faut-il en penser ?

Que l'Union européenne – au même titre que les États-Unis – prenne des mesures protectionnistes pour lutter face à l'invasion de voitures électriques chinoises (plus abordables que les modèles « autochtones ») sur leur marché peut se comprendre. Seul hic, l'Europe et ses pays membres ont historiquement régulièrement « aidé » leurs constructeurs nationaux par le passé. On ne parlait pas alors d'aides illégales... La réalité se veut plus complexe – ou étonnamment limpide – en ce sens que la situation actuelle de concurrence « déloyale » des voitures électriques produites en Chine n'est jamais que la conséquence directe du manque de cohérence et de prévoyance, des décideurs politiques européens – que l'on parle de ses États membres à titre individuel ou de l'institution dans sa globalité – en termes de stratégie industrielle et économique, bien au-delà de la seule sphère automobile. En soi la concurrence chinoise par rapport aux pays européens n'est intrinsèquement pas différente de celle des pays de l'Est ou d'Afrique du Nord, si ce n'est qu'elle est ici mise en œuvre par un pays dont la puissance économique est d'ampleur continentale et donc s'exerce à une échelle sans commune mesure. Rappelons aussi que des solutions autres existent, comme l'a démontré Stellantis en commercialisant une Citroën ë-C3 produite en Europe à des tarifs extrêmement compétitifs (la vidéo est ici). Plutôt que de vouloir sanctionner la Chine (même si ses pratiques peuvent être considérées comme litigieuses), l'Union européenne ferait mieux d'assumer les responsabilités de ses erreurs et s'organiser, s'adapter, pour rendre à ses industries les armes nécessaires.

La «nouvelle» BMW Série 2 Gran Coupé fait déjà son apparition

Attendue pour les prochains mois, la nouvelle génération de BMW Série 2 Gran Coupé fait déjà son apparition en Chine. Une grosse évolution plus qu'un vrai changement majeur.



Vous avez peut-être déjà vu la mise à jour de la BMW Série 1 au début de l'été. Mais la confusion règne : s'agit-il d'un restylage ou d'un changement de génération. Si le design et la plateforme sont très proches de la version précédente, nous parlons bien d'une toute nouvelle lignée. Inédit pour BMW qui n'avait pas pour habitude de renouveler ses vites ses modèles. Justement, la Série 2 Gran Coupé n'est pas bien âgée puisque son lancement remonte à fin 2020. Habituellement, cette période signifie plutôt "restylage", mais comme pour la Série 1 évoquée plus haut, il s'agit là encore d'un vrai changement de génération. Sans grand chamboulement à l'extérieur ou sous le capot.

Même joueur, joue, encore

Ces images proviennent de la base de données chinoise qui nous permet souvent de découvrir des modèles en avance. BMW devrait probablement dévoiler ce nouveau Gran Coupé à l'automne mais les images du modèle asiatique ne laissent plus de place au doute. Précisons tout de même qu'il s'agit de la version "L" rallongée spécifique pour la Chine, où les constructeurs allemands vendent encore ces berlines rallongées de quelques centimètres. Face avant et arrière, jantes, les évolutions stylistiques sont dans la lignée de celles observées sur la toute récente Série 1. Les plus observateurs auront noté la nouvelle calandre qui fait aussi son petit effet sur le nouveau X3. Et du côté des motorisations, nous pouvons d'ores et déjà avoir la confirmation du bloc M235i reconduit pour l'occasion. Finalement, la plus grande évolution devrait se situer à l'intérieur avec l'arrivée du tout nouveau poste de pilotage. Le "Curved Display" déjà aperçu sur la Série 1 fera ici son apparition avec la récente évolution du système d'exploitation BMW, l'OS numéro 9. La commercialisation de cette Série 2 Gran Coupé interviendra probable-



ment d'ici la fin d'année ou au plus tard en début d'année prochaine avec, on l'imagine, un premier niveau de finition plus garni qu'aujourd'hui. En re-

vanche, nous ne devrions pas avoir de version hybride ni électrique. Le diesel en "20d", lui, sera forcément de la partie.

Les pays où la DS 9 s’est le mieux vendue en 2023

Top 10 2023

DS 9

1	China	329
2	France	325
3	Belgium	123
4	Spain	87
5	Turkiye	64
6	Tunisia	63
7	Japan	53
8	Italy	51
9	Germany	48
10	United Kingdom	39



POUR SE FOCALISER SUR L'IA

Dell supprimerait des milliers de postes

Dell serait prêt à licencier plusieurs milliers d'employés dans ses divisions de vente et de marketing. Selon Bloomberg, le groupe texan aurait décidé de réorganiser ses activités vers l'IA en créant une business unit dédiée.



Les plans de licenciements engagés par des grands acteurs de l'IT se poursuivent pendant cette période estivale. Après Intel, Uipath et Opentext, Dell s'apprêterait à licencier des milliers de salariés, après avoir officiellement réduit ses effectifs de 6 550 postes en février 2023. Selon Bloomberg, les équipes des ventes et du marketing seraient principalement touchées par ces coupes dans le cadre d'une réorganisation axée autour des services d'intelligence artificielle. Une source proche du dossier a déclaré à nos confrères de Siliconangle estime le nombre de licenciement à 12 500 soit environ 10 % des quelque 120 000 employés de Dell dans le monde. Dell n'a pas fourni des détails sur le volume des réductions d'effectifs ni sur les régions touchées mais a toutefois indiqué dans un

communiqué : « Grâce à la réorganisation des équipes de mise sur le marché ainsi qu'à une série d'actions en cours, nous devenons une entreprise plus allégée ». La firme ajoute « nous avons décidé de regrouper nos forces commerciales et de hiérarchiser nos investissements au sein de l'entreprise. Nous faisons évoluer continuellement notre activité afin d'être en mesure d'offrir le meilleur en termes d'innovation, de valeur et de service à nos clients et partenaires. » Toujours selon le média financier, Dell aurait créé une business unit dédiée à l'IA.

13 000 suppressions de postes en un an

Dans une note interne, Bill Scannell, président des ventes et des opérations mondiales, et John Byrne, président des ventes pour Global Theaters et Dell Technologies

Direct, auraient indiqué aux employés : « Nous nous allégeons et rationalisons les niveaux de management tout en redéfinissant des priorités dans nos investissements. » Des rumeurs de licenciements ont circulé sur le site TheLayoff.com. Selon ce dernier, la réorganisation chez Dell serait plus importante affectant les services, les ventes, le marketing et même les ingénieurs. Elle s'ajouterait aux 13 000 réductions engagées par le fournisseur, dont 6 550 en février 2023 et une autre vague de 6 300 depuis. Au cours de son dernier trimestre, Dell a déçu les investisseurs. Les actions ont chuté de près de 18 % le 31 mai, le lendemain de la publication des résultats, les analystes s'inquiétant de l'impact de la demande croissante de serveurs d'intelligence artificielle sur la rentabilité globale de l'entreprise. Les responsables de Dell ont déclaré qu'ils s'attendaient à ce que la marge brute de l'entreprise diminue d'environ 150 points de base au cours de l'exercice 2025 en raison de l'inflation des coûts et d'un environnement plus concurrentiel. Contactée, la direction du groupe en France n'a pas répondu sur les conséquences de cette réorganisation sur le marché français. Ces licenciements font suite à une réduction de 15% annoncée la semaine dernière par Intel, qui concerne 15 000 salariés. L'action Intel avait alors plongé de 26%, au lendemain de la publication par le fondateur de résultats et de perspectives décevants.

RANSOMWARE

Les boutiques de musées français touchées

La RMN (réunion des musées nationaux)-Grand Palais a été victime d'un ransomware ce week-end. La cyberattaque est restée cantonnée aux boutiques des musées, sans impacter les sites des Jeux Olympiques. L'Anssi a été mobilisée et une enquête diligentée. Il y a quelques semaines une cyberattaque contre un prestataire de billetterie avait perturbé plusieurs salles culturelles en France. Ce week-end, c'est au tour du RMN (réunion des musées nationaux)-Grand Palais d'avoir été victime d'un rançongiciel a indiqué une source policière à l'AFP. Les cybercriminels auraient réclamé une rançon pour récupérer des données financières dérobées. Ils menacent de publier ces informations dans les 48h. La cyberattaque a « seulement » touché les 36 boutiques gérées par RMN-Grand Palais et que les systèmes ont été débranchés. Son responsable se veut rassurant en précisant que les musées eux-mêmes n'ont pas été im-

pactés. En particulier, le Grand Palais site des Jeux Olympiques pour les compétitions d'escrime (les boutiques sont privatisées lors de l'événement) ou le château de Versailles pour les épreuves équestres. Il faudra néanmoins attendre pour vé-

rifier s'il y a eu vol de données. Pour l'instant, les Jeux Olympiques de Paris n'ont pas subi de cyberattaques importantes. La semaine dernière, le premier ministre, Gabriel Attal avait indiqué que 68 cyberattaques avaient été dé-

jouées depuis le début des olympiades dont deux ont ciblé les sites de Bercy et de la Villette (où se situe le club France). L'Anssi qualifiait ces offensives de « basse intensité, de type déni de service distribué (DDoS) ».

Brèves

Autodesk acquiert Golaem

Le spécialiste du PLM a racheté la société française Golaem. Basée à Rennes, elle propose des solutions d'animation d'environnements 3D utilisant des populations de personnages autonomes. L'outil est très utilisé dans le cinéma et la télévision pour des productions comme Aquaman et le royaume perdu ou Mandalorian. La solution est un plugin pour Maya logiciel de simulation de foule d'Autodesk. Le montant de l'opération n'a pas été communiqué. Les équipes de Golaem vont rejoindre celles de la firme américaine. Conséquence, il est impossible d'acheter le plugin de manière autonome.

Abnormal Security lève 250 M\$

La start-up californienne spécialisée dans la sécurité à base d'IA et d'analyse du comportement des messageries et d'outils collaboratifs séduit les investisseurs. Après une première levée de 50 M\$ en 2020 et une seconde de 210 M\$ en 2022, la société a cette fois-ci levé 250 M\$. Le tour a été mené par Wellington Management avec Greylock Partners, Menlo Ventures Management, Insight Partners et CrowdStrike Falcon Fund comme participant. Le fournisseur est maintenant valorisé 5,4 Md\$.

Un co-fondateur d'OpenAI part chez Anthropic

John Schulman, l'un des cofondateurs d'OpenAI, a quitté l'entreprise pour rejoindre Anthropic, une startup rivale dans le domaine de l'IA. Il a donné plus d'information sur son compte X. Par ailleurs, Greg Brockman, président et cofondateur d'OpenAI, prend un congé prolongé - jusqu'à la fin de l'année - après neuf ans passés au sein de l'entreprise pour "se détendre et se ressourcer", a confirmé la société.

Google corrige une faille critique dans le kernel Android

Dans son bulletin de sécurité du mois d'août, Google a corrigé une faille entraînant de l'exécution de code à distance dans le noyau Android. Cette vulnérabilité est déjà exploitée. L'OS mobile de Google n'est pas exempt de problèmes de sécurité, mais quand cela touche au noyau, la vigilance est de mise. La firme américaine vient de livrer son bulletin de sécurité du mois d'août 2024 avec un patch pour la CVE-2024-36971.

Cette vulnérabilité est décrite comme pouvant entraîner l'exécution de code à distance (RCE). « Il y a des indications que la CVE-2024-36971 pourrait faire l'objet d'une exploitation limitée et ciblée », explique Google. Comme c'est généralement le cas, l'entreprise n'a pas donné de détails supplémentaires sur la nature des cyberattaques exploitant la faille, ni attribué l'activité à un acteur ou à un groupe de menace particulier. Par contre, la découverte de la faille a été créditée à Clément Lecigne du Threat Analysis Group (TAG) de Google. Pour rappel en juin 2024, la société avait déniché un problème d'élévation de privilèges dans le firmware exploité dans des attaques limitées et ciblées.

Le correctif du mois d'août corrige un total de 47 failles, y compris celles identifiées dans des composants associés à ARM, Imagination Technologies, MediaTek et Qualcomm. Google a également résolu 12 vulnérabilités d'escalade de privilèges, un bug de divulgation d'informations et une faille de déni de service (DoS) ayant un impact sur le Framework Android.

Mots fléchés

Sinapisme	↙	Il peut être de désespoir	Chaussures légères	Gentil	↙	Expérience	↙	Fleuve d'Ecosse	↙	Port antique de Rome	↙	Malicieux	↙
Cuves	↘				↘			Souveraines	↘			Pénétra	↘
	↘			Coûteuses	↘								
				Répétition									
Allure	↘				↘	Avant le lycée	↘			Théâtre basé à Villeurbanne	↘		
Bien-heureux						Possèdent				Voilés			
	↘					Dit pour sourire	↘						
						Base de l'impôt							
Une affaire politico-financière		Acteur de Géant, et à l'est d'Eden	↘					Soleil divin		Purifié	↘		
	↘	Ecole québécoise								Manillon			
												Argent	↘
												Arbre exotique	
Recueil de cartes géographiques	↘					Stable	↘						Ciel-de-lit
Région au dessus du Caucase						Autre moi							
	↘							Flamberges	Pays européen	Divin marquis	↘		
Entre l'URSS et la Russie		Bidets	↘							Tante de Bambi	↘		L'Estonie
	↘	Glorification								Surfaces agricoles			
				Opération plastique	↘								
				Implanter solidement									
Cette ville a une faïencerie renommée		Rancune	↘			Futur officier	↘			Enzyme	↘		
	↘	Figure											
				Indium		Naissance	↘					Gare	
						Avec les coutumes							
Époux	↘					Érodas	↘					Astate	↘
Hommes de cœur						Doctrine						Rangs	
	↘												
								Jeu de pions		Contre tout	↘		
										Einsteinium			
Infirmes (initiales)	↘												
Veux				Ils fusent		Petite loge pour sentinelle	↘						
	↘												
						Ne fait rien	↘						Département français
Support mural		Parfumé	↘					Grefe		Il peut-être de grossesse	↘		
	↘	Boulette de poisson											
						Lisse	↘		Bien-heureux	↘			
									Une pièce de charrue				
Imperméable	↘					Avec les autres	↘			Fulgine	↘		
Oeuvre de Cizia Zykë						Durée				Négation			
	↘												
				Figurine provençale	↘							Jeu vidéo	↘
Recueil plaisant	↘					Filles du frère	↘					Néon	↘

Ensemencement de 1,2 million d’alevins de dorade royale à Oran

La ferme aquacole "Aqua North" d'Aïn El-Turck, dans l'ouest d'Oran, a ensencé vendredi 600.000 alevins de dorade royale, alors qu'une deuxième opération équivalente est prévue, dans une quinzaine de jours, a-t-on appris auprès du directeur local de la Pêche et des Ressources halieutiques, Menouar Meghni Sandid. Cette ferme aquacole, implantée à Cap Falcon, a bénéficié d'un contrat de concession au mois d'avril dernier, et a fini de poser les cages flottantes, en mai, pour effectuer une première opération d'ensemencement de 500.000 alevins, durant la même période, a-t-il précisé. Il s'agit de la deuxième ferme aquacole spécialisée dans l'élevage de la dorade et du loup de mer à Oran, après la ferme "Aqua-parc pêche", en plus de quatre autres fermes spécialisées dans la conchyliculture (moules principalement), a fait savoir le même responsable, ajoutant que deux autres fermes du même genre entreront en exploitation, vers la fin de l'année en cours.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 11 août 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



CÉRÉMONIE D'INVESTITURE DU PRÉSIDENT RWANDAIS PAUL KAGAME

Boughali représente le président Tebboune

Représentant le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Brahim Boughali, participera à la cérémonie d'investiture du président de la République du Rwanda, M. Paul Kagame, prévue dimanche à Kigali, indique samedi un communiqué de la chambre basse du Parlement. La cérémonie d'investiture se déroulera en présence de nombreux invités, dont des chefs d'Etat et de Gouvernement et leurs représentants de différents pays, selon la même source.

TISSEMSILT/ DÉLÉGATION LOCALE DU MÉDIATEUR DE LA RÉPUBLIQUE

Traitement de plus de 420 requêtes de citoyens

La délégation de la wilaya de Tissemsilt du Médiateur de la République a traité, durant la période allant du 1er janvier à la fin du mois de juillet dernier, plus de 420 requêtes de citoyens, a-t-on appris du délégué local de cette instance, Abdelilah Boubetra. M. Boubetra a précisé que les services de la Délégation ont pris en charge l'examen et l'étude de 100% des requêtes émanant des citoyens et des représentants de la société civile, dans le cadre de sa démarche continue visant à assurer la pleine charge de ces requêtes et leur transmission aux institutions et organismes concernés, en collaboration avec l'ensemble des instances, des administrations à travers la wilaya. Il a indiqué dans ce contexte que 350, soit 83% de l'ensemble des requêtes reçues, durant la même période, relèvent du champ de compétence de son institution, expliquant que la majorité d'entre elles concerne la gestion d'un organisme public local, alors que le reste a trait à des demandes d'accès à un service public.

LUTTE CONTRE LA CYBERCRIMINALITÉ

Adoption d’une Convention de l’ONU après des efforts sous la conduite de l’Algérie

Le Comité Intergouvernemental chargé d'élaborer une Convention internationale globale sur la lutte contre l'utilisation des technologies de l'information et de la communication à des fins criminelles, présidé par l'ambassadeur algérienne Faouzia Mebarki, a adopté jeudi le texte de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la cybercriminalité, un succès qui a couronné trois années consécutives de négociations intenses avec l'ensemble des Etats membres. Dès son élection en mai 2021, la présidence algérienne du Comité a entrepris des efforts inlassables pour rapprocher les points de vue divergents des Etats membres. Le Comité intergouvernemental a tenu huit sessions consacrées aux négociations, alternées de consultations intensives menées par la diplomate algérienne

et son équipe, non sans faire face à moult défis, avec les acteurs les plus influents dont les Etats-Unis, la Chine, la Russie, l'Union européenne (UE), l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud et d'autres Etats membres. Les efforts de la diplomatie algérienne ont été couronnés par l'adoption du texte intégral de la Convention onusienne par consensus avec l'enregistrement de demandes de vote sur certains points, sans que cela n'empêche l'adoption du texte intégral à l'unanimité et sans vote, un résultat qui était bien en dessus des espérances compte tenu du caractère controversé de l'objet de l'accord et des complexités liées au contexte actuel de la situation internationale. Immédiatement après l'adoption du texte de la Convention, les Etats participants ont salué le niveau de professionnalisme et d'impartialité qui a caractérisé le travail de la prési-

dence algérienne du Comité dans la conduite de ce processus de négociation complexe. Les participants ont exprimé leur gratitude et estime à l'Ambassadeur Fouzia Mebarki, qui a su représenter la femme algérienne, et sa capacité à assumer des rôles de leaders, tout comme ils l'ont remercié pour sa patience et sa capacité à écouter tous les points de vue sans exclusion et à proposer des formules consensuelles acceptables pour tous les membres. Cette réalisation vient s'ajouter aux nombreux succès que l'Algérie n'a cessé de remporter, notamment ces dernières années, au sein des différentes enceintes internationales, et reflète l'appréciation et l'estime dont jouit la diplomatie algérienne au sein de la communauté internationale sous la conduite du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

RÈGLEMENT DÉFINITIF DU DOSSIER DES BIENS CONFISQUÉS

La SIH réceptionne un projet d’hôtel à Boumerdes

Le candidat du Front des forces socialistes (FFS) à la Présidentielle du 7 septembre, Youcef Aouchiche, a présenté, samedi, son programme électoral intitulé "vision". Présentant son programme électoral lors du Congrès national des cadres du FFS, M. Aouchiche a indiqué que son programme "donne la chance aux jeunes de construire

l'avenir" en s'inspirant de "l'histoire révolutionnaire de notre pays riche en hauts faits, qui met en avant le rôle majeur de cette frange dans la transmission du flambeau pour bâtir l'avenir". Il a expliqué que son programme électoral était "un projet national démocratique élaboré par les cadres du parti, des experts et des compétences scientifiques, qui

couvre les domaines politique, économique, social et culturel". Il propose "des solutions aux problèmes posés", dont "le renforcement des pouvoirs du Parlement et des mécanismes de contrôle" et "la consécration de la décentralisation et de la démocratie participative", a-t-il précisé. Le programme consacre, par ailleurs, "l'Etat social démocratique

conformément à la Déclaration du 1er Novembre 1954 et l'amélioration du pouvoir d'achat des citoyens", a-t-il ajouté. Au terme de son exposé, M. Aouchiche a fait savoir qu'il se rendra dans plusieurs wilayas du pays dans le cadre de sa campagne électorale, qu'il lancera jeudi prochain à partir d'Alger.

PRÉSIDENTIELLE DU 7 SEPTEMBRE

Le candidat du FFS présente son programme électoral

La Société d'investissement hôtelière (SIH) a réceptionné un projet d'hôtel 4 étoiles dans la wilaya de Boumerdes, dans le sillage de la dernière session du Conseil des participations de l'Etat (CPE) consacrée à la finalisation des procédures légales relatives au règlement définitif du dossier des biens immobiliers et mobiliers confisqués par des décisions définitives de justice, a indiqué samedi un communiqué de la société. Conformément aux instructions du président de la République relatives

aux biens confisqués par des décisions définitives de justice, le PDG de la Société d'investissement hôtelière, Smail Chalel, et le Directeur des Domaines de la wilaya de Boumerdes, Abdeljelbar Sila, ont procédé, jeudi dernier, à la signature du procès-verbal de réception de ce projet d'hôtel, a précisé le communiqué. Il s'agit d'un hôtel d'une superficie de 2.955 m2, en cours de réalisation sur le front de mer de la ville de Boumerdes, selon la même source. Ce hôtel intégré aux actifs de la SIH dispose de 114

chambres réparties sur 14 étages, a détaillé le communiqué. Dans ce cadre, M. Chalel a assuré que "la Société d'investissement hôtelière entamera séance tenante toutes les procédures visant à relancer et à parachever ce projet d'hôtel" pour en faire "un important édifice touristique" proposant des services de qualité. Cet hôtel a vocation à renforcer l'attractivité de cette région éminemment touristique et à apporter une valeur ajoutée à l'infrastructure hôtelière dans notre pays, a-t-il dit.

M'SILA

Remise de l’aciérie «Casteel» de Draâ El Hadja à Fondal SPA

Une cérémonie de remise de l'usine sidérurgique "Casteel Industry", située dans la zone de Draâ El Hadja, à M'sila, entre la direction des biens de l'Etat et l'entreprise "Fondal S.p.a", une filiale d'Imétal (Groupe des industries métallurgiques et sidérurgiques), a été organisée, samedi. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatives aux biens et avoirs saisis en vertu de jugements judi-

ciaires définitifs, ainsi que des décisions prises lors de la rencontre du ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, jeudi dernier, avec les dirigeants et les directeurs généraux des groupes et des holdings du secteur qui ont bénéficié de certains avoirs et biens saisis, conformément aux résultats de la dernière réunion du Conseil des participations de l'Etat (CPE). Lors de cette cérémonie organisée en présence des autorités locales, le président-directeur général de "Fondal S.p.a", Noured-

dine Salhi, a déclaré que la société entamera une opération de réhabilitation de l'usine, à l'arrêt depuis 2019, et procédera à une évaluation complète de son état, en vue du démarrage de la production "dans les meilleurs délais possibles". M. Salhi a estimé que cette remise de Casteel à la société Fondal constitue un "acquit important à l'entreprise qu'il dirige ainsi que pour l'activité économique dans la wilaya de M'sila", d'autant, a-t-il dit, que l'usine "possède les qualifications techniques nécessaires pour produire effica-

cement, et que la plupart des machines qui s'y trouvent sont en bon état, y compris le fourneau principal". Le même responsable a souligné que l'expérience acquise par la société Fondal sera mise à contribution pour redémarrer l'usine et lui permettre d'atteindre les objectifs escomptés, en vue de participer au soutien et au développement de l'économie nationale. Il est à noter que l'usine, qui occupe une superficie de 23.000 m2, dispose d'une capacité de production de 550.000 tonnes/an de rond à béton.